LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1671
du 3 au 9 mai 2012

«Les prisons en feu, les matons au milieu. »

Inconnu

Face aux relents fachos organisons la riposte sociale

M 02137 - 1671 - F: 2,50 €

Éditorial

Ça jase aux États-Unis : les contrôles au faciès sont adoptés dans cinq États au grand déplaisir de l'Administration qui en conteste le bien-fondé juridique. Une fois de plus, nos médias étalent leur immense hypocrisie en feignant de s'en scandaliser. Comme si les contrôles de routine, les interpellations à la gueule du client n'étaient pas monnaie courante en notre beau pays des droits de l'homme. Et personne, hormis quelques grincheux malintentionnés, ne s'en offusque puisque cela ne lèse que les « ennemis de l'intérieur », mal blanchis terroristes et autres barbus. Mi-fatalistes, mi-goguenards d'aucuns chroniqueurs le constatent froidement : les Français se droitisent. Et Marine Le Pen, la fille à son père, d'être choisie par près de 20 % des pékins qui ont poussé jusqu'aux urnes, elle dont le programme peut se résumer à de bien creuses promesses : porter un social secours au peuple – au peuple national de France bien sûr – supprimer l'« assistanat », bouter dehors les étrangers voleurs du pain et du bon argent des Français de sang. Bref, la haine va sauver le rafiot. On se prend à regretter que, pour bien des électeurs, l'histoire du monde commence le jour de leurs quinze ans. Ceux-là auraient grand profit à bavarder avec leurs grands parents, pour ceux qui en ont encore, ou quelque papy/mamy de leur voisinage : nul doute que ceux-ci se rappellent avec émotion les monstrueux bienfaits que de tels discours de haine et de racisme ont engendrés. Nul doute que ces vieux, au mépris du mal d'Alzheimer, se souviennent des horreurs qui ont suivi l'abominable mariage du nationalisme et du socialisme : nazisme au delà du Rhin, collaborationnisme vichyste de ce côté-ci, délations intéressées, économies saignées à blanc pour la guerre, pouvoir discrétionnaire des polices de tout poil, rafles, déportations, STO, génocides, millions de morts, etc. Plus jamais ça, qu'ils disent les ancêtres. Et pourtant nos deux présidentiables – pas dégoûtés – improvisent aux sons de grotesques titatas une danse du ventre obscène en l'honneur de cette répugnante harpie haineuse et de ses électeurs égarés. Honte sur elle, honte sur eux !

Sommaire

Actualité

PS et UMP font du pied à la bête par P. Schindler, *page 3*
Nouveaux coups durs dans le travail, par G. Goutte, *page 4*
Chronique néphrétique, par Rodkol, *page 5*
Météo syndicale, par T. Impétueux, *page 6*
Les dindons de la farce électorale, par J.-P. Garnier, *page 7*
Pour un troisième tour social, par Scrubudule, *page 8*
Le Front de gauche avec les matons, par N. Potkine, *page 9*

Arguments

Du droit aux vacances pour tous, par F. Lesueur, *page 10*
L'élection en dialogue, par Flora, *page 12*

International

Andalousie : la terre aux paysans, par J.-P. Petit-Gras, *page 14*
Chili : la lutte des Mapuches, par D. Pinos, *page 15*
Zoom sur un journal libertaire chilien, par El Surco, *page 16*

Histoire

Sacco et Vanzetti, par Carmen, *page 17*

Culture

Tue ton patron une deuxième fois, Paco, *page 20*

Mouvement

Solidarité antifasciste, *page 21*
Radio libertaire, *page 22*
Agenda, *page 23*

Tarifs **France et étranger**

(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos ◯ 25 €
6 mois, 25 nos ◯ 50 €
1 an, 45 nos ◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

L'immonde dragueur nationaliste

Le F-Haine a de quoi crâner !

Avant d'aborder les propos tenus par Sarkozy lors de sa drague honteuse des sympathisants du FN, commençons par un constat encore plus effrayant. Si on fait les comptes des votes Le Pen, Sarkozy et Dupont-Aignan, 48 % des votants ont donné leur soutien à des partis populistes ou carrément fascistes. Que ces derniers prônent la haine des minorités, stigmatisent les malades, les étrangers, les précaires, les LGBT, les drogués, les prostitués ou les prisonniers… Flippant, de quoi donner le vertige. Ces élections ne font donc que légitimer les idées populistes et de l'extrême droite.

La peste brune, une maladie à récidive

Pourtant, durant la dernière décennie, les militants de No Pasaran et de Ras-le-front ont mis toute leur énergie à essayer de récolter pour les analyser, les informations de la propagande brune (nous volions la presse brune dans les kiosques pour ne pas l'acheter et la remettions ensuite – en la cachant derrière les autres titres, pour ne pas pénaliser les kiosquiers…) et rappeler le passé pour le transmettre aux nouvelles générations. Mais après la chute des grandes villes brunes, les unes après les autres, souvent pour mauvaise gestion ou grâce à la mobilisation fin 2000, trop d'entre nous ont cru le danger définitivement écarté. C'est justement à cette époque que les fascistes et populistes changèrent de stratégie. Grâce à leurs appuis, ils entrèrent en masse et souvent par la grande porte dans les instances gouvernementales sous l'ère Chirac, puis Sarkozy. De plus, forts de l'ancrage d'abord discret, puis de plus en plus visible du FN dans les régions pauvres, dans plusieurs grandes villes de France, notamment à Lyon et Lille, les identitaires, malgré leurs divisions avec le parti-père, sont alors devenus de plus en plus arrogants et conquérants.

L'éternel retour

Devant ce triste constat, il y a donc urgence à se remobiliser. Il va falloir recommencer (encore et toujours) à lire leur presse nauséabonde pour montrer leur vrai visage caché sous leurs sous-entendus « bon ton ». Il va encore falloir ressortir le passé, faire relire les classiques incontournables comme *Fascisme et grand capital* de Daniel Guérin aux plus jeunes générations, leur projeter *Nuit et brouillard* pour les convaincre et être le plus nombreux possible à empêcher les fascistes de déverser leur fiel nauséabond partout où on leur laisse du terrain (dans les marchés, devant les cliniques pratiquant l'IVG, etc.). Quel autre choix avons-nous ? Surtout quand, à peine sortis du premier tour, après la douche froide des résultats du FN, Sarkozy, en chute libre, prêt à tout pour garder le pouvoir, a donné, durant son meeting de Longjumeau, carrément rendez-vous à ses électeurs, le 1er mai (tout un symbole…) place du Trocadéro.

Travail, famille, patrie… et calotte !

Pour ce petit monsieur, le FN « *n'est pas un sujet tabou* ». C'est sûr, il n'y a qu'à écouter en quels termes il a invité « *la France fière et pudique qui aime le travail* » à fêter ces retrouvailles avec la droite traditionnelle. Ce qui sous-entend, si on lit entre les lignes, que toute personne qui ne serait pas tout à fait française, aux mœurs « *impudiques* » (il faut comprendre les couples « contre-nature ») forcément, n'aimerait pas le travail ? Oui, c'est bien cela. Plus loin, dans son invitation, Sarkozy donne rendez-vous « *aux Français qui veulent manifester leur attachement à la famille* ». Maréchal, nous y revoilà ! Ensuite, il rappelle « *qu'il est tout à fait normal de transmettre à ses enfants son patrimoine* ». En effet, cela sous-entend qu'il n'est pas question que les Sarrasins, juifs-franc-maçonniques et autres collectivistes et anarchistes qui ne foutent rien, raflent la mise de ce patrimoine, « *fruit des années de labeur et de sueur* ».

Cette « France qui souffre »

Puis, son invitation se fait de plus en plus caressante pour les sympathisants du FN. À Sarkozy de préciser que « *personne n'a le droit de leur donner des leçons de morale* » (suivez mon regard vers l'affreux Hollande… qui aimerait bien également récupérer un peu de la part du gâteau au bon beurre…), car ils sont « *la France qui souffre* » Pourquoi ne pas leur proposer de leur lécher les plaies à genoux pendant qu'il y est ? Justement, on y vient, à la compassion calotteuse dans la suite de l'appel (accrochez-vous !) : « *Ces Français qui souffrent ont de bonnes raisons, quand l'Europe bafoue elle-même ses propres racines chrétiennes* […], *quand les assistés abusent de la solidarité, quand les immigrés ignorent les valeurs et la langue française* […], *quand le communautarisme fait des ravages avec son cortège de burqas, de fillettes excisées, d'horaires réservés aux femmes dans les piscines et de viande halal dans les cantines scolaires.* » Eh ben, non ! On ne rêve pas : il s'agit bien de l'appel que Sarkozy a lancé à Longjumeau deux jours après le premier tour (on dirait un copié-collé du dernier prononcé par Marine Le Pen). Il l'a conclu en ces termes : « *Marine Le Pen est compatible avec la République* » (avant d'envoyer un démenti, devant le tôlé que cette petite phrase a suscité partout en France non collaborationniste), tout comme Adolf Hitler était compatible avec la République de Weimar jusqu'en 1933 ?

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Nouvelles de la restructuration du capitalisme…

Pendant que les deux guignols – le bleu et le rose – trimballent leurs miches à travers le pays pour lécher le derrière du populo, il y en a pour qui les prochains mois s'annoncent difficiles… Une fois de plus, avec des plans sociaux à tout va, le capitalisme en crise se restructure en laissant des travailleurs sur le carreau. Retour sur une réalité sociale calamiteuse…

Fralib, victime de la justice de classe

Il y a quelques mois, je saluais la victoire des travailleurs de Fralib (thé Lipton et infusion Éléphant) qui parvenaient à obtenir l'annulation d'un plan dit de sauvegarde de l'emploi (PSE) visant à fermer l'usine du site de Gémenos. Malheureusement, il semblerait que j'ai crié « victoire » trop tôt…

Unilever, le groupe auquel appartient Fralib, a tout récemment obtenu de la justice (bourgeoise) la validation d'un troisième PSE. Non satisfaits des propositions de reclassement et des promesses « *d'aide à l'accompagnement* », la plupart des travailleurs de Fralib refusent de se plier à la décision de justice et exigent la reprise de l'activité du site. Pour citer le secrétaire départemental (PCF) des Bouches-du-Rhône (une fois n'est pas coutume, hein !), « *cette décision fait suite à un choix politique qui est clair depuis longtemps : l'État s'est placé du côté de la multinationale face aux salariés* » [1]. Ces derniers, qui se refusent d'abandonner la lutte, s'investissent désormais à fond dans leur projet de transformation de l'usine en société coopérative ouvrière de production autour de la marque Éléphant. Espérons qu'il verra le jour – mais ce n'est pas gagner… – et que ces travailleurs pourront, enfin, posséder leur outil de travail.

ST-Ericsson dans la dèche

L'entreprise ST-Ericsson (composants pour téléphones portables) a décidé de se séparer d'environ un tiers de ses salariés. Désireuse de faire une économie de plus de 320 millions d'euros (pour compenser une perte de 312 millions d'euros depuis le début de l'année), le fabricant a annoncé la suppression de 1 700 emplois. Se voulant rassurant, il a précisé qu'aucun poste ne serait supprimé en France. Comme si les travailleurs des autres pays comptaient pour du beurre ! Mais que les salariés français de la boîte se le disent : à la prochaine nouvelle perte de fric, ce sont eux qui payeront…

Seule la solidarité peut payer…

Heureusement, au milieu de ce gris social se dessinent quelques bonnes nouvelles. Samedi 21 avril dernier, 600 personnes ont manifesté dans les rues de Boffres, petit village d'Ardèche, pour dénoncer la fermeture d'une usine Aoste (charcuterie) et le licenciement des 65 salariés qui y travaillent. Un bel élan de solidarité qui – croyons-y ! – portera ses fruits. Car avec les sales temps qui courent, il n'y a qu'elle – la solidarité – qui pourra nous permettre de résister à un patronat toujours plus avide de profits et de coups durs.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui de la FA
CGT Commerce et services

1. *L'Humanité*, édition internet du 20 avril 2012.

Brèves de combat

Les candidats et la calotte : amen !

À quelques heures du premier tour, les cinq principaux candidats ont délivré un message aux catholiques dans l'hebdomadaire *Famille chrétienne*. C'est édifiant ! Bayrou : « *Affirmer au vu et au su du monde entier, même à contre-courant, que le matérialisme n'est pas l'avenir de l'homme. Voilà pour moi les points non négociables.* » Hollande : « *Être les gardiens d'une foi, d'une parole, d'un message, au milieu d'un monde qui les ignore de plus en plus, cela crée, je le sais, un vif sentiment de solitude. Je souhaite qu'ils reviennent au cœur de la vie nationale.* » Et SOS Tous petits, Flamby trouve qu'ils sont discrets ? Le Pen : « *J'ai beaucoup de respect pour tous ceux qui croient et qui pratiquent, dans un pays où cette pratique religieuse est en perte de vitesse.* » Et beaucoup de respect aussi pour la démagogie ! Mélenchon : « *L'Église catholique, c'est vingt siècles qui servent d'expérience à tous. L'Union soviétique s'est effondrée au bout de soixante-dix ans et l'Église catholique est toujours là.* » Et la connerie aussi ! Sarkozy : « *Qu'ils lisent attentivement le programme du candidat socialiste.* » C'est signé Mephisto ?

Bilan électoral tendance facho

Si on fait les comptes des votes Le Pen, Sarkozy et Dupont-Aignan, 48 % des votants ont donné leur soutien à des partis populistes ou carrément fascistes prônant la haine des minorités, stigmatisant les malades, les étrangers, les précaires, les LGBT, les drogués, les prostitués, les prisonniers… Effrayant, de quoi donner le vertige. Ces élections n'ont donc fait que légitimer le populisme et l'extrême droite.

Pleins pouvoirs à la police ?

Après l'affaire de la mise en examen pour homicide volontaire du policier qui a tué Amine Bentounsi, Sarkozy s'est prononcé pour une « *présomption de légitime défense* » pour les policiers… Un pas de plus vers le FN et ses thèses pour une État de droit. Au secours !

Ça patine dans la semoule !

Petit résumé des dires de Montebourg (qui se posait comme le gauchiste de la bande du PS) : « *Pour convaincre les électeurs et électrices du FN, il faudrait montrer que nous sommes nous aussi un peu racistes et favorables aux seul étrangers "intéressent" la France.* » Ça promet pour la suite quand Flamby sera élu, la nouvelle France qui se prépare n'est pas prête de stopper les vols de charters…

Chronique néphrétique

Lettre ouverte au militant qui ne doute pas (VII)

« Ne pas voter c'est voter Sarkozy », m'a dit mon militant Front de gauche. Dans son regard, transparaît la « Conscience », la « Conscience de classe », la « bonne Conscience », celle qui fait trouver « inconscient » celle ou celui qui ne fonctionne pas sur les mêmes schémas. Avec ce ton hautain qui infantilise, estimant, du genre « ado attardé », celui qui s'abstiendrait, incapable de prendre ses responsabilités. Aujourd'hui, à la veille du second tour, sa répartie signifie : « Ne pas voter Hollande, c'est voter Sarkozy. »

Je n'ai jamais voté socialiste. Pourtant, jusqu'en 1974, je faisais campagne pour Mitterrand. À l'époque, tout était simple pour moi : la gauche, c'était les pauvres, les ouvriers, les exploités et le tiers-monde. La droite, c'était les patrons et les dictateurs. Le monde était simple, j'étais en cm2.

Le choc fut rude lorsque je compris, lors de mes premières manifs antinucléaires, dès l'année suivante, que le maire qui avait accepté l'implantation de six réacteurs sur la commune à 20 km de la mienne était socialiste ! J'entrai dans la complexité. La fréquentation des milieux écolos me rendit critique sur les modèles productivistes défendus par tous les grands partis, de gauche comme de droite. Aux réunions du groupe non violent local, je découvris leurs vues trop souvent communes des faits et méfaits de l'armée française, leurs soutiens aux guerres coloniales malgré la façon qu'ils ont de triturer l'Histoire pour se dédouaner *a posteriori*.

Mon passage chez les trotskistes m'enseigna les trahisons multiples des sociaux-démocrates, à commencer par le vote des crédits de guerre en 1914, et des ministres lors de « l'union sacrée ». Aussi, le passé ambigu de leur présidentiable Mitterrand, tant et si bien qu'en 1981, j'avais déjà mûri. Militant de gauche, mais pour rien au monde j'aurai mis un bulletin Mitterrand dans l'urne. Et le 10 mai au soir, je contemplais, désabusé, les drapeaux rouges qui s'agitaient dans la liesse. De toute façon, je n'aurai pas pu voter, je n'avais pas encore 18 ans…

Et pendant quelques décennies, à ceux qui me prenaient de haut quand je leur disais ne pas voter PS, je leur racontais ma petite histoire avec pour conclusion : « Voter PS ? Neuf ans d'âge politique ! » Voter PS, c'est Alzheimer ! C'est l'amnésie ? C'est l'amnistie ? Je dois tout oublier : leur gestion du système capitaliste, en France, à l'échelle européenne, leur hypocrisie, leurs renoncements, leurs trahisons ? Je dois oublier mon ex-maire à la tête de la commission pour la privatisation de France Télécom ? Le même qui, au nom de la démocratie locale, des conseils de quartiers, verrouilla sa ville comme jamais son prédécesseur de droite ne l'avait fait ? Et qui, au passage, licencia ou écarta tous ceux (de gauche) qui n'étaient pas sur sa ligne. Et des comme lui, on en compte des centaines ! Je n'oublie rien, je ne pardonne rien, je ne considère pas les états-majors « de gauche » comme mes alliés.

« *Hollande élu, notre situation s'arrangera ? En tous les cas, ce ne peut pas être pire qu'avec la droite ?* » Illusions, je pense. Certes, des illusions peuvent naître de grandes choses, des illusions ont fait surgir des mouvements qui révolutionnèrent le monde. On peut faire ce pari et miser sur une remontée des luttes, sur le besoin urgent qu'ont beaucoup d'améliorer leur situation, sur l'envie de reprendre ce qui nous a été volé. Mais Hollande, ce peut être pire que la droite. Parce que ne pas affronter et renverser la finance, la spéculation, le capitalisme, c'est s'y soumettre. Et dans ce paysage politique aussi simpliste que dans le cerveau d'un enfant de 9 ans, les désillusions que provoquera la politique du Parti socialiste, l'austérité à venir « imposée par les marchés » risquent d'éloigner encore plus de gens de « la gauche ». Le Pen est en embuscade. Le balancier irait encore plus à droite. Et face à cela, quelle mobilisation ? Quelle alternative ? Quelles forces ?

Hollande élu, cela accélérera l'Histoire. Une course s'engage et nous devons y participer. Mais il nous faut dès maintenant, pour ne pas répéter le scénario d'années très sombres, anticiper et miser sur ce que nous sommes les seuls à développer : la capacité des gens à s'organiser, à autogérer les affaires publiques, à renoncer aux dirigeants pour se diriger collectivement par eux-mêmes. Nous sommes en retard et ferions bien de ne pas trop nous regarder le nombril dans les mois et années qui viennent. Voter Hollande ? Ma main droite tient le bulletin au-dessus de l'urne et ma main gauche la retient. Je doute.

Rodkol

Brèves de combat

Casse-toi !

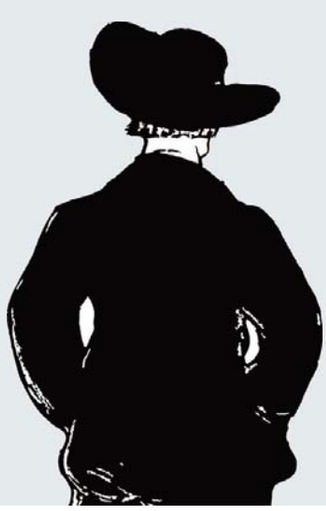
Sarkozy a remis en question l'accès anonyme à la pilule pour les mineures en répondant sur France Inter à une auditrice qui posait une question sur le sujet : « *Il y a un débat : est-ce qu'on peut donner la pilule à une adolescente, sans demander l'avis des parents ? Je pense que les parents doivent être associés d'une manière où d'une autre, ça ferait tout drôle, me semble-t-il, à ces parents d'apprendre que quelqu'un a donné la pilule à sa fille mineure sans avoir un dialogue avec les parents de cette jeune fille.* » Toujours dans sa logique d'extrême-droitisation, ce petit monsieur remet donc en cause une loi qui a été adoptée en 2001. Vraiment, casse-toi vite, pauv'con !

Islamophobie

Dans son rapport qui se concentre sur la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suisse, Amnesty International appelle les gouvernements européens « *à faire plus pour s'en prendre aux stéréotypes négatifs [...] contre les musulmans, qui attisent les discriminations, essentiellement dans l'éducation et le monde du travail* ».

Agression lesbophobe à Lyon

Deux jeunes hommes de 17 et 19 ans ont été arrêtés près de Lyon pour avoir insulté deux homosexuelles dans un bus et avoir frappé l'une d'entre elles au ventre. Retrouvé, le suspect de 19 ans a reconnu les faits en garde à vue et a été présenté en comparution immédiate, pour « *insultes et violences volontaires aggravées* ». Le plus jeune, résident d'un foyer dont il avait fugué, a été remis en liberté sans poursuites. La police a expliqué qu'il avait « *participé aux insultes mais pas aux violences* ». Donc, pour les keufs, il n'y a aucun mal à insulter les homosexuels si on ne les frappe pas ?



Météo syndicale

La gent politique est bien ingrate. Pas un mot pour remercier ceux qui, dans le mouvement syndical, ont œuvré pour déclarer que revendiquer, se battre dans son entreprise était ce qu'il fallait pour concrétiser l'accession à un mieux-être, sans l'aide des partis politiques.

Le troisième tour social préconisé par certains risque d'être un étrange fourre-tout où les états-majors politiques en déroute vont cohabiter avec les sections syndicales, la bride sur le cou. Ajoutez à cela la surenchère du locataire de l'Élysée pour un 1er mai avec des « vrais travailleurs qui souffrent » et vous aurez un paysage social bien tristounet. Pour celles et ceux qui s'étonnent, on rappellera que c'est le régime de Vichy qui transforma le 1er mai, journée de solidarité du monde du travail, en fête du travail, allant dans le même sens que la famille et la patrie.

Pour en remettre une couche, on pourrait juger que la situation syndicale actuelle n'est pas vraiment réjouissante. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que la chose perdure depuis des décennies.

On saura bientôt ce qu'aura donné la grève à Pôle emploi en Paca. La direction, anticipant les résultats électoraux du FN, a refusé d'ouvrir des négociations, malgré le dépôt d'un préavis. L'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, FO, SNU et SUD réclament par ce mouvement la transformation en CDI de 142 CDD et la titularisation des agents en CDD déjà formés. Affaire à suivre et pas seulement dans le Sud-Est.

« Nous continuons de penser que cette troisième procédure d'information et de consultation du CE est entachée d'irrégularités manifestes et nous ne pouvons accepter cette décision » a déclaré l'intersyndicale de Fralib. De fait, le tribunal de Marseille a validé la procédure de fermeture de l'usine de Gémenos. C'était juste avant le premier tour de l'élection présidentielle. Le personnel en lutte fait appel. Ils s'opposent à ce choix de « la finance contre l'emploi ». Auront-ils un meilleur echo au niveau des pouvoirs publics après la finale du 6 mai ? On verra bien ce que valent illusions et promesses.

Un nouveau ministre du Travail changerait-il la donne ? On verra sur pièce. En attendant, espérons que le monde syndical se secoue, à défaut de se préparer à avaler des couleuvres…

Torrent Impétueux

Les dindons de la farce électorale

Le philosophe Gilles Deleuze a dit quelque part qu'à chaque campagne électorale, le « *niveau de la connerie* » montait. Celle de 2012, semble-t-il, n'échappe à la règle, tant s'en faut. La mélenchonomania qui a saisi « le peuple de gauche », en incluant une foule de suivistes diplômés, n'est pas pour rassurer. L'illusion électorale crée une euphorie éphémère, mais qui, durant les quelques mois qu'elle dure, fait planer sur un nuage rose – voire nappé de rouge pour les mélalenchoniens – ceux qui y cèdent. Il n'était que de voir la multitude enthousiaste rejouer sur le mode de la farce électorale la « prise de la bastille » à l'appel de leur grand homme du moment. Comme d'habitude, il n'y aura aucun lendemain qui chante après ces heures de liesse, sinon de nouvelles déceptions. Mais pour tous ces gens qui y ont cru, cette illusion lyrique dérisoire aura rendu un instant palpitante cette période post-politique qui n'en finit pas de s'éterniser.

Une fois de plus, face à l'injonction électoraliste « Votez ! », les esprits critiques démissionnent, y compris les plus « radicaux » (sur le papier et dans les amphi universitaires), pour s'exécuter sans broncher. S'agissant de l'élection de cette année, le vote Mélenchon a fourni un nouveau cas d'école en matière de « crétinisme parlementaire », comme aurait dit Marx, encore que la Ve République, que tous ces « contestataires » se gardent de contester, lui donne une allure plutôt présidentielle.

Était-on obligé de voter pour un individu qui prétend incarner « *l'autre gauche* » (vieux serpent de mer parlementaire insubmersible, lui aussi), qui fut sénateur PS à 35 ans, mitterrandolâtre ne doutant jamais de la grandeur de son mentor, et jospiniste de choc dans un gouvernement qui comptait le flic Chevènement et le poujadiste Claude Allègre ? Car les états de services passés de Mélenchon ne sont pas de l'ordre du détail, ni de l'histoire ou, en tout cas, d'une histoire close. Le mitterrandisme n'est pas une chose ancienne, définitivement derrière nous. Nombre de tares de la gauche française ou de ce qui passe encore pour tel en viennent directement : l'invisibilité des ouvriers (spécialement s'ils sont étrangers), l'argent-roi qui désormais est le seul critère d'études réussies, la conversion au marché, à l'entreprise et au profit, l'atlantisme assumé. En refusant de revenir, ne serait-ce qu'avec une autocritique de circonstance, sur son soutien passé au mitterrandisme, Mélenchon montre qu'il est resté fidèle à cette période de désorientation et de corruption politiques généralisées. Ce qui devrait ne dire rien qui vaille pour l'avenir à ses partisans, si ceux-ci, au

moins parmi les moins jeunes, n'avaient pas la mémoire si courte et, pour d'autres, des envies d'ascension sociale si pressantes. En outre, la fidélité à un homme qui n'avait d'autre principe que sa réussite politique personnelle est plus que déconcertante. Qu'est-ce qui garantit, en effet, que Mélenchon ne mettra pas ses pas dans ceux de Mitterrand, après avoir fait la courte échelle à Hollande, son successeur pâlot à la tête du Parti Solferino ? Entre Saint-Just et Mitterrand, Mélenchon a déjà choisi : le ralliement « sans conditions » à Hollande, intimé à ses troupes, implicitement considérées comme un troupeau par l'intéressé, dès les résultats du premier tour connus !

Premier signe d'un tournant droitier annoncé : la justification que le co-président du PG donne à la « rigueur » imposée en 1982-1983 par un chantage sous l'égide de Delors et de la Commission européenne. Selon Mélenchon, cette austérité « de gauche », aurait été due à des circonstances imprévues et extérieures. Qu'est-ce qui aujourd'hui assure que de telles circonstances ne se reproduiront pas ? Certainement pas les économistes dont Hollande s'est entouré, parfaites incarnations de « la finance » vomie à longueur de meetings par le Führer du Front de Gauche. Après avoir conseillé Sarkozy, Philippe Aghion, Michel Aglietta, Daniel Cohen, Elie Cohen, Jean-Hervé Lorenzi, Jacques Mistral, Thomas Pikettyv et autres suppôts des banques, faisaient de même et en même temps avec Hollande, allant jusqu'à appeler publiquement à voter pour lui deux semaines avant le premier tour. Et ce n'est pas non plus la « révolution citoyenne » prônée par Mélenchon qui nous rassérènera car, à vrai dire, cette expression est oxymorique, pour ne pas dire une contradiction dans les termes puisqu'elle réconcilie l'idée de « révolution » avec « dîner de gala », comme n'aurait pas dit Mao, qui réunira certains citoyens plus citoyens que d'autres, triés sur le volet, sous les lambris de l'Élysée ! C'est dire à quel point ce mot d'ordre est spécieux, et il faut tout le confusionnisme idéologique des têtes pensantes de la « gauche de gauche » pour y déceler un slogan galvanisant. Idem pour l'« insurrection civique », autre oxymore, où est entendu que « civique » concerne le vote *stricto sensu*, soit la soumission à la logique étatique de la représentation.

On pourrait continuer à pointer les éléments inquiétants du discours mélenchonien ainsi que ses positions politiques, quitte à devoir subir les foudres de ses fans, d'autant plus furieux que beaucoup, au fond, sont conscients du simulacre d'événement – et donc de la supercherie – que constitue l'irruption de Jean-Luc Mélenchon sur la scène politicienne. Chacun sait, par exemple, que le slogan « *Prenez le pouvoir* » avec sur l'affiche le visage du chef en gros plan nous ramène à la belle époque du culte de la personnalité. Et pourtant, nombreux sont ceux qui, malgré tout, acquiescent. Que personne n'ait pointé cela est tout à fait étonnant. Et en dit long, en tout cas, sur ce que les électeurs de Mélenchon entendent par « démocratie ». C'est là un concentré typique de bêtise électoraliste. Il faut dire que les campagnes électorales créent des dynamiques peu propices à la lucidité.

Que fera le Front de Gauche, une fois aux affaires, une fois gagnées les circonscriptions qui ont été promises depuis des mois en catimini, à ses caciques et ceux du PCF ? En quoi formeraient-ils un nouveau « cartel des gauches », avec le PS et les écolocrates pour faire bon poids, qui, pour la première fois, résisterait au « mur d'argent » ? La manifestation de la Bastille, pas plus que celles qui ont suivi à Toulouse et à Marseille, ne répondaient à cela : elles n'étaient des rassemblements moutonniers pour un nouvel homme providentiel, mais « de gauche » ! Des manifestations politiquement muettes, en réalité, malgré les braillements des foules attroupées, au sens où aucun énoncé singulier venu du peuple n'a été dit.

Jean-Pierre Garnier

Trois petits tours et puis s'en vont ?

Je ne vais pas vous abreuver de pourcentages, je ne fais pas de politique avec des pourcents. (Des pourceaux parfois, mais mon absence de religion ne m'interdit pas de les côtoyer.) Je vais donc m'appuyer sur des nombres de voix. Cela traduit bien mieux la réalité et permet d'affiner l'analyse, gangrenée médiatiquement par les « parts de marché » et les reports au second tour.

Un exemple, Eva Joly. Son score, s'il n'atteint pas les sommets des années quatre-vingt, ni celui de Mamère en 2002 (1 495 724 voix) est de 806 504 voix. Voynet avait fait 576 758 voix en 2007. On ne peut pas parler d'échec cuisant. Bon nombre d'écolos, même de longue date, ont « voté utile ». Cela ne signifie pas que les idées portées par le mouvement écologiste depuis des décennies ne font pas leur chemin. On aurait tort de limiter l'évolution des sociétés, des consciences, à des pourcentages.

En 2002, l'extrême gauche (et le pPrti communiste réduit à 960 480 voix), cela donnait 3 933 773 voix. Mélenchon a fait 3 951 795 voix en 2012. On a changé de têtes, mais on ne peut guère parler d'une radicalisation à gauche. Lutte ouvrière et NPA n'incarnent plus un réel espoir. L'absence de personnalités connues joue un rôle, évidemment, dans une présidentielle, mais surtout, je pense, ces deux organisations ont perdu en crédibilité électorale. Leur incapacité à se regrouper, à mettre en place un front commun, une unité, a permis à Mélenchon de le faire et au PCF de regonfler son score. (707 327 voix en 2007…). Les électeurs n'ont pas compté sur eux pour incarner le vote antisystème. La dégringolade est flagrante pour LO qui passe, en dix ans, de 1 630 045 voix à 488 119 en 2007, puis 201 425 aujourd'hui. Pour le NPA, nous sommes loin du 1 210 562 voix de 2002, mais, en 2007, il faisait 498 835 voix, et 408 335 en 2012. La casse est moindre.

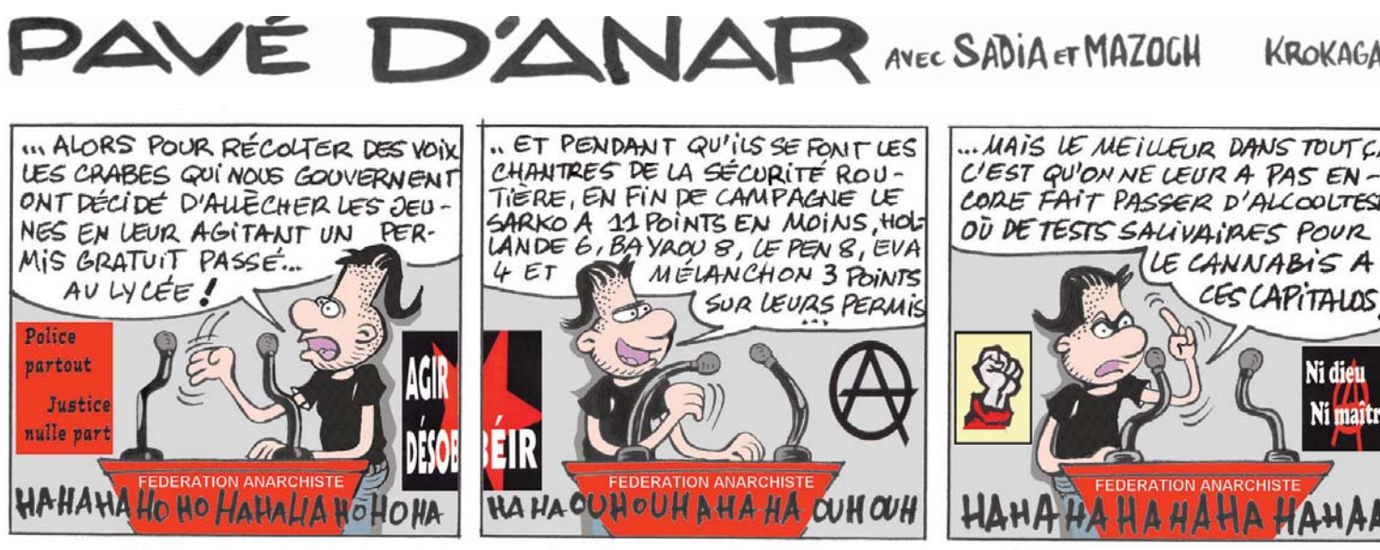
Ceci est surtout la preuve, pour ces organisations, des contradictions liées à ce jeu difficile : se présenter aux élections, y chercher une représentativité, mais ne pas jouer le jeu jusqu'au bout et tenter de garder son âme, son « indépendance » idéologique. Cela ne marche pas sur la durée, du moins pas dans une période sans réelle remontée des luttes.

Pourtant, en politique, ces calculs ne suffisent pas à traduire l'air du temps. Même si c'est un ancien ministre, sénateur, qui a porté cette parole, et si nous savons à quel point elle est, dans sa bouche, calcul, elle est apparue pour beaucoup, chez ses électeurs, mais aussi chez ceux qu'elle a effrayés, comme une critique virulente du capitalisme et de la finance. Illusions, certes, mais ce scrutin n'est presque que cela.

Le score de Le Pen en témoigne. 2,5 millions de voix en plus qu'en 2002. Et, là aussi, un discours prioritairement axé sur le social, la misère, la faillite des élites, les multinationales et la finance. Bien sûr, l'habileté de ce discours est de présenter « l'étranger » (travailleur immigré, demandeur d'asile ou milliardaire spéculateur) comme la cause de la ruine de la France et de la misère sociale. Tout est mixé, luttes de classes et patriotisme, comme ont su le faire les fascismes des années vingt et trente. Jamais le FN n'avait à ce point joué cette carte-là ; lui aussi surfe sur les effets de l'austérité, sur la casse des services publics, sur la précarité croissante. Et les tracts ou prospectus des syndicats, qui sentaient venir le vent mauvais, n'y ont rien fait. Comme serait illusoire toute mobilisation « antifasciste » ! Celle-ci peut être utile face à des groupes d'extrême droite cherchant à s'imposer par la force. Mais la seule alternative est à la base, dans le travail de terrain (pas celui des cercles militants déjà existants), dans l'organisation de luttes, même modestes, qui redonneront confiance dans les capacités de mobilisation collective, dans la solidarité effective, pas celle affichée par un politicien ou un ministère « dédié à ». Ce que d'aucuns nomment un troisième tour social depuis des décennies, et qui n'est pas encore advenu.

Il n'est pas de sauveur (suprême ou non), producteurs, sauvons-nous nous mêmes ! Sans luttes, cette prise de conscience ne se fera pas. Les millions d'électeurs, encore volatiles, ne sont pas encore des bataillons brun marine. Je les croise dans la rue, je vis et travaille avec eux. Notre travail militant est là. Je repense à certains intellectuels tunisiens ou égyptiens, qui, devant les résultats des élections et les scores des partis musulmans s'exclamèrent : « *Nous avions oublié de nous adresser à eux* [les pauvres] *toutes ces années, il nous faut retourner sur ce terrain.* »

Strugudule



Mélanchon aime les matons

Abondance aérienne dans la presse thorezienne

C'est sûr, on ne manque pas d'air, à *L'Humanité*. On respire, largement, à pleins poumons. Même si d'autres manquent, eux, d'un peu d'espace, de liberté de mouvement, voire, pour parler franc, de liberté tout court. On s'aperçoit de cette amplitude pulmonaire à la lecture, sur *humanite.fr*, d'un entrefilet charmant, agrémenté d'une magnifique coquille : « **La** front de gauche soutient la lutte des personnels pénitentiaires. » Ne reprochons pas aux responsables d'*humanite.fr* leur inattention. Elle nous vaut la révélation de la véritable appellation des amants de Mélenchon, l'affront de gauche. Si l'on pousse la lecture plus avant, on apprend que « *après FO et la CGT pénitentiaire, le Front de Gauche a apporté, hier, son soutien à cette lutte légitime* ». On nous pardonnera sans doute quelques amicales critiques à l'égard de ces trois admirables organisations. Car il est étonnant qu'elles ne soutiennent pas la lutte des policiers de la DCRI, dont *Le Canard enchaîné* a récemment révélé l'existence. On ne les entend pas réclamer des plateaux-repas plus variés pour les CRS ! Nul ne lit qu'elles exigent des danseuses du ventre dans les gendarmeries ! Qui oserait affirmer qu'elles suggèrent des stages de yoga et de macramé pour le personnel de surveillance des centres de rétention administrative ? Mais elles soutiennent le petit personnel de la Pénitentiaire, et c'est un beau début.

Elles le font au motif que « *la situation dans les prisons françaises est déplorable* ». Dans leur courageux combat pour la vérité, elles ajoutent que « *la souffrance au travail des surveillants est la conséquence directe de choix gouvernementaux désastreux et irresponsables* ». Modestement, nous proposons ici au sénateur Mélenchon quelques modifications de ces phrases, par ailleurs d'une parfaite exactitude. Ainsi, sans doute vaudrait-il mieux écrire que « *l'existence des prisons françaises est déplorable* ». Et si nous admettons sans réserve que la vie professionnelle d'un gardien de prison n'est pas un lit de roses, nous nous permettrons de rappeler que celle des détenus a encore bien moins de rapports avec l'horticulture.

En toute humilité, nous irons jusqu'à méditer sur la pertinence de l'appellation « Front de Gauche » pour une organisation qui ne semble pas désirer débattre de l'utilité même de l'institution pénitentiaire. Jamais nous n'oserions déranger le sénateur avec un rappel des traditionnelles et vives objections anarchistes au principe de la privation institutionnalisée de la liberté. Mais nous ne saurions nous soustraire au devoir de signaler, par exemple, qu'il serait bon de réfléchir à la justice de l'incarcération de dizaines de milliers de personnes dont les condamnations découlent de la pénalisation des drogues. Car la dépénalisation de celles-ci donnerait immédiatement aux maisons d'arrêt, qui en manquent beaucoup, un peu de l'air dont semble disposer le Front de Gauche, *L'Humanité*, FO et la CGT pénitentiaire.

On me chuchote qu'il faudrait peut-être jeter quelque lumière sur le douloureux problème du choix, on ne peut plus volontaire, par les gardiens de prison de leur profession on ne peut moins honorable. Mais la jeunesse lit *Le Monde libertaire*, et je préfère, on m'en excusera, jeter un voile pudique sur les turpitudes de l'humanité (pas celle des rotatives, celle qui abuse de la planète). Ne prenons pas le risque de corrompre de jeunes esprits en leur révélant trop tôt qu'il y a des gens pour vouloir être banquier, économiste, publicitaire ou gardien de prison.

Nestor Potkine

qui ignore le nombre exact de résidents du Goulag, du Laogai, des camps cambodgiens, des prisons cubaines, yougoslaves, hongroises, tchèques, polonaises, vietnamiennes et qui espère, en conséquence, que le prochain numéro de L'Humanité *publiera ce chiffre.*

Du droit aux vacances !

François Lesueur

Vous n'êtes jamais parti en « colo » ? Moi, si. D'abord comme vacancier puis comme animateur. Tout comme le million d'enfants qui fréquentent chaque année ce type de séjour[1], que ce soit par choix, parce que les parents travaillent, ou par manque de revenus familiaux affectés à cet usage. Les aides versées par des mairies, des comités d'entreprises ou des organismes sociaux permettent que des enfants ne soient pas exclus de l'exercice de ce droit fondamental qu'est le droit aux loisirs. Et pourtant, malgré cela, chaque année, presque trois millions d'entre eux[2] sont privés de vacances[3]. A-t-on gardé en mémoire l'époque pas si lointaine où elles n'étaient accessibles qu'à ceux qui avaient des revenus élevés ?

Depuis leur création au début du XXe siècle en passant par les années soixante, les colonies de vacances ont fait face à de nombreuses évolutions. Connaissant longtemps des conditions rudimentaires, elles ont bien souvent présenté l'unique possibilité de partir en vacances pour un grand nombre d'enfants. Un peu caricaturale cette image de marabouts plantés au bord de la mer ou à la campagne, où l'on faisait des colliers avec des graines de pastèque et où le fonctionnement était un peu rigide ? Les effectifs étaient chargés, les budgets restreints, l'encadrement souvent assuré par des enseignants. Et pourtant, les grands jeux, les veillées, les activités peu coûteuses, les copains, copines ont laissé des traces indélébiles dans la mémoire de nombreux colons. Puis la réglementation s'est durcie, les exigences de confort, de sécurité, de qualification de l'encadrement ont modifié profondément ce secteur, les séjours ont pu s'apparenter à des stages présentant des activités « high-tech » où le collectif cédait la place à l'individualisme et ce, jusqu'à faire disparaître une part de leur intérêt. À mesure que les coûts augmentaient, que les médias médiatisaient des problèmes, réels certes, mais très marginaux, la fréquentation diminuait. Et pourtant le secteur privé commercial est venu piétiner les platebandes des mouvements d'éducation populaire et confessionnels qui se partageaient le marché. Aujourd'hui, c'est l'existence même des colonies de vacances qui est remise en cause.

Les « colos » sont un projet social à caractère éducatif, elles pourraient être une mission de service public.

Au programme : solidarité, mixité sociale, « vivre ensemble » et bonheurs simples. En colo, on vit la découverte d'un environnement nouveau, d'activités peut-être inconnues jusque-là. On s'y fait des copains, on y construit des relations entre pairs de milieux et d'origines divers mais également avec différents adultes. On y gagne en autonomie, on s'y repose en retrouvant un rythme de vie plus adapté que pendant l'année, on se « cale les joues » et on bénéficie d'une alimentation équilibrée. Surtout, on y goûte au plaisir, on engrange des souvenirs – heureux le plus souvent. Lors de la rentrée, on pourra raconter, comme les autres, les vacances qu'on a passées en Ardèche ou à la mer. Certains élus financent ces séjours, constatant l'avantage qu'il y a à « vider » les cités pendant l'été.

Il ne s'agit pas d'idéaliser cette forme de vacances, mais les sondages montrent que parents et enfants plébiscitent les colos et que, majoritairement, quand ils y ont goûté, ils souhaitent y retourner[4]. Ce qui explique que même si la tendance générale est à la baisse, la fréquentation des séjours se maintient de façon plutôt satisfaisante. Bien sûr, certains vacanciers ont pu ne pas les apprécier et ne plus vouloir y retourner, mais combien d'autres garderont en mémoire des images qui les accompagneront longtemps ? Et pourtant…

Depuis le temps que leur fin est annoncée, les colonies de vacances devraient cette fois bientôt connaître leur fin. En effet, en sacrifiant le contrat d'engagement volontaire sur l'autel des directives européennes, le 25 octobre dernier le Conseil d'État leur a donné le coup de grâce, aidé en cela par le soutien plus ou moins passif du gouvernement français, par l'intermédiaire de son ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Vie associative, Luc Chatel.

Le contrat d'engagement éducatif est une dérogation au droit du travail, motivée par son caractère d'engagement éducatif. Il doit être limité dans le temps (vacances) et utilisé pour les seuls animateurs et directeurs de séjours sous réserve que cet emploi ne soit pas leur principale source de revenus. Cuisiniers et personnels de service ne sont pas concernés par cette dérogation qui s'adresse le plus souvent à des étudiants et à des enseignants.

Les tâches confiées à ces jeunes adultes sont importantes en termes de responsabilité et d'amplitude horaire pour une rétribution modeste. Cependant, pour l'avoir vécu, je sais aussi les apports personnels que ces emplois procurent. Sans oublier le plaisir

qu'il y a à se retrouver entre « anims », pour des soirées un peu potaches pendant lesquelles on n'oublie jamais l'obligation d'« assurer » le lendemain. Parce qu'on assure en colo, quand on est un jeune animateur. À la fois sur le plan éducatif et relationnel mais aussi sur le chapitre de la sécurité. Quoique les médias le laissent croire, il y a davantage d'accidents d'enfants durant les séjours en famille que pendant les séjours collectifs. Pas des vacances donc, pas non plus un « petit boulot », mais peut-être un peu mieux quelquefois.

On ne peut que condamner les organisateurs (associations comme mairies) qui n'ont pas respecté les conditions de la dérogation contractuelle, l'appliquant à des personnels qui auraient dû être salariés pour ne s'arrêter que sur les avantages financiers qu'elles pouvaient en tirer. Au passage, beaucoup de colos de curés avaient, elles, résolu le problème en n'embauchant que des bénévoles. Les rémunérations des animateurs sont modestes ; elles sont calculées sur la base d'un forfait de deux heures par jour (pour vingt-quatre de présence effective), six jours par semaine, un jour de congé hebdomadaire payé ou non ; pour compenser, les animateurs sont le plus souvent logés et nourris gratuitement pendant leur jour de congé. En 2011, le forfait minimum brut s'élevait pour un animateur à 19,16 euros par jour travaillé, bien que le plus souvent il soit versé entre 30 et 40 euros. Même en ajoutant des cotisations sociales (très faibles), il est possible de maintenir un prix de séjour limité et par là, d'en garantir l'accessibilité financière. Les syndicats ont combattu de longue date cette dérogation à la convention collective de l'animation. Toutefois, notons que si des comités d'entreprise sont eux-mêmes organisateurs de leurs propres colos ou qu'ils en achètent chez des prestataires, ils sont alors souvent moins regardants…

Les mouvements d'éducation populaire organisateurs de séjours réclament le maintien de ce statut financièrement avantageux. Il est inacceptable qu'ils n'aient pas milité en faveur d'une égalité de traitement entre animateurs « occasionnels » et animateurs professionnels. Face aux contraintes économiques, ils ont, comme toujours, préféré gérer l'urgence, en s'arc-boutant sur le maintien d'un contrat pénalisant les animateurs, quitte à s'étonner ensuite de leur désintérêt pour encadrer les séjours. Ils auraient pu revendiquer le versement d'une subvention calculée sur le nombre de journées par enfants réalisées afin de ne pas augmenter le coût des séjours et d'appliquer la convention collective de ce secteur sans dérogation. Les animateurs auraient ainsi pu être salariés et bénéficier de meilleures conditions d'emploi. Cela aurait pu contribuer à asseoir la légitimité du départ en séjour de vacances collectives pour les mineurs et sensibiliser davantage l'opinion publique à leur disparition.

L'abandon du contrat d'engagement éducatif entrainera l'alignement sur le droit du travail ; cela devrait augmenter de façon importante le prix des séjours : là où un animateur suffisait, il en faudra désormais deux ou trois. Aujourd'hui on peut se demander qui prendra la défense des colos. Les mouvements d'éducation populaire et les associations d'organisateurs de séjours pour enfants tentent de faire entendre leur voix ; modifieront-ils ce comportement détestable qui les rend timorés, qui les fait agir de façon désordonnée et en la jouant « perso » ?

La marchandisation des vacances pour enfants

Bien sûr, il existera toujours des séjours collectifs pour mineurs, sous une forme ou sous une autre. C'est le cas dans d'autres pays européens. Des entreprises privées vont sans doute en tirer profit. Un Club Med'Junior verra-t-il le jour ? Des vacances pour les riches. Quant aux autres… Paris-plage ou la « journée des oubliés ». Une certaine cohérence dans cette société. Les animateurs, eux, s'ils ont de la chance, auront droit à un « petit boulot » au supermarché du coin. Mais qui se battra pour maintenir et rendre effectif le droit aux vacances pour tous ? Qui veillera à la qualité éducative des séjours ainsi qu'aux respects des normes de sécurité et d'hygiène ? Le souci de rentabilité et de profit à court terme, risque de s'imposer au détriment des besoins des enfants et des ados.

F. L.

---

1. La terminologie officielle les nomme « *séjours collectifs de vacances pour mineurs* ».
2. Source : Jeunesse au plein air (JPA), confédération laïque d'organisateurs de vacances pour enfants.
3. Vacances = quatre nuits consécutives passées hors du domicile (définition de l'Insee). Il y a quelques années, la durée minimale prise en compte était de cinq nuits consécutives…
4. Source : Observatoire des vacances et des loisirs pour les enfants et les jeunes (OVLEJ).

Élire au lieu d'agir ou agir au lieu d'élire

Un dialogue imaginé par Flora

Cercle libertaire Jean-Barrué
de la Fédération anarchiste

— Tu vas voter, toi ?

— Et toi, qu'est-ce tu fais pour les élections ?

— Moi ? De toute façon, je ne vote pas. Il est hors de question que je participe à cette mascarade, que je cautionne cette entourloupe ! Je n'y crois pas, je n'y crois plus à cette bande de politicards et à leur alternance incessante au pouvoir. La leçon a deux siècles maintenant. Une droite ou une gauche ? Ben non, je ne suis pas maso. Même d'en parler, là, tu vois, j'ai l'impression de déjà les cautionner parce qu'en prime, ils enrobent tout ça de fastueux spectacles médiatiques dont les coûts pourraient déjà soulager une partie de bien des misères !

— Bon, ouais, d'accord, mais quoi ? La réalité t'en fais quoi ? C'est quand même eux qui vont décider à nouveau de notre sort pendant un paquet d'années.

— La réalité ? Mais rien ne nous oblige à la garder cette réalité. Je te ferai remarquer que tu dis toi-même qu'ils vont « à nouveau » décider de nos vies ! Tu vois bien que d'avoir été voter aux « dernières » t'a pas rapporté grand-chose. Quand je dis « toi », c'est façon de parler, y'a pas que toi. Toi et tous ceux qui y ont été aussi et qui ne croient pas beaucoup plus que toi que ça changera quoi que ce soit. Alors, pourquoi y'aller ?

— Parce qu'on peut rien faire d'autre. Y'a rien d'autre.

— Ce n'est pas une raison suffisante en ce qui me concerne et, même, en admettant, ce n'est pas non plus une raison pour participer à une mise en scène qui ne nous berne plus depuis longtemps.

— Oui, mais on va quand même pas renoncer au peu de pouvoir qu'on a une fois de temps en temps.

— Pouvoir ? Là, tu te fous de moi. Ou alors de toi. Mais, justement, c'est ça que je ne veux pas valider : de croire que ça nous donnerait du pouvoir. Faire semblant de croire à leur jeu. Et pour faire plaisir à qui ? À des gens qui n'en reviennent pas eux-mêmes qu'on y aille encore. Regarde ceux dans ton cas, ceux qui y vont voter, tu crois que ça leur donne du pouvoir ? Quel pouvoir ? Ils rentrent dans un jeu auquel ils ne croient pas eux-mêmes, dont ils savent qu'ils seront toujours les nombreux et grands perdants, jeu dont les règles sont falsifiées, les dés pipés. Et tu dis que c'est du pouvoir ça ? Un vrai droit ça ?

— Oui, mais ceux qui votent pas, ils n'ont carrément plus rien à dire après !

— Alors, là, il faut m'expliquer ta logique ; si tu donnes ta voix, c'est que tu acceptes de déléguer ton pouvoir, ton pouvoir de décision. C'est pour ça que ça ne donne aucun pouvoir de voter. Alors, qui c'est qui n'a plus rien à dire ? Celui qui a participé au vote ou celui qui n'a pas participé pour justement préserver son libre arbitre ?

— T'es un petit malin toi ! De toute façon, toi, si je comprends bien, tu fais confiance à rien ni personne ?

— Alors, là, tu me comprends très bien ; non seulement tous ces types me débectent tout autant qu'ils me fichent les jetons mais ça, c'est rien, c'est le système qui va pas. C'est dans cette organisation de la société que je n'ai pas confiance. Moi, je suis pour une société autogérée et anticapitaliste.

— Ben oui, mais restons réalistes, tu ne peux pas refuser toute organisation. Et, de toute façon, quelle que soit l'organisation de la société, il faut bien faire confiance à ceux qui en seront responsables, sinon c'est le bordel.

— Et pourquoi faire confiance comme si ça relevait du devoir et non de la jugeote ? Et puis responsables, mais on l'est tous responsables. On est tous majeurs non ? Adultes quoi. On sait s'organiser.

— Facile à dire.

— Et pour ton histoire de confiance, justement, je peux être quelqu'un de confiant et de confiance mais je sais aussi que le pouvoir concentré pervertit. Pas permettre le pouvoir de se concentrer sur quelques-uns, pas vouloir le prendre non plus et ne laisser quiconque le prendre, voilà pour moi ce que devrait être notre première préoccupation ! Notre responsabilité première.

— Oui, mais, y'en a qui essayeront toujours de le prendre le pouvoir, on peut pas empêcher ça.

— Sauf si l'organisation de la société l'exclut de ses principes. Un individu veut prendre tel projet en mains ; pourquoi pas. Il est alors mandaté par décision en assemblée générale. Celui qui est choisi devient le maître d'œuvre du projet ; projet décidé au consensus. On lui en donne les moyens, certes, mais là s'arrête son pouvoir ; la décision, elle, de poursuivre, choisir les projets ne lui appartient pas. Elle n'appartient d'ailleurs à aucun individu, elle est concertée. Mais, c'est sûr que c'est pas en continuant d'aller voter en attendant le miracle du prochain vote que l'on découragera les intérêts personnels, même s'ils sont contraires aux intérêts collectifs.

— C'est pas que je ne suis pas d'accord mais ton système de décision conduit par les bases, ça me paraît pas réaliste.

— Pour moi, le vote, c'est ça qu'est pas réaliste ; en plus, c'est déjà le début de la « servitude volontaire ». Tu sais au moins qui a dit ça ?

— Prends-moi pour un idiot tant que t'y es. C'est La Boétie. Attends, n'importe qui ne peut pas conduire les affaires. Ces mecs-là, les mecs de pouvoir, ils ont fait des études quand même !

— Et voilà, ce sont des spécialistes ? C'est ça ? Comme si les hommes du peuple ne savaient pas s'organiser entre eux, trouver des solutions pour répondre à leurs besoins.

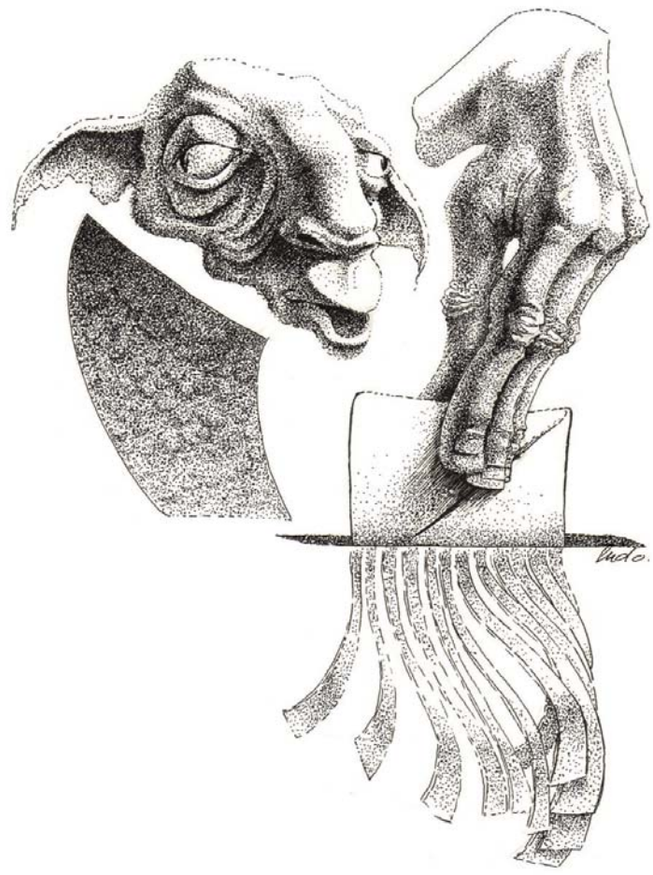
— Et alors, comment tu les mets d'accord entre eux ? Si chacun donne sa petite solution, tu fais comment après ?

— Ça, c'est encore une autre question mais déjà ça demande que l'on prenne conscience qu'on est tous capables d'organiser nos vies, individuellement et collectivement et, en ça, les exemples pullulent. On y reviendra mais déjà est-ce que tu peux reconnaître qu'on est tous adultes et qu'on a tous la capacité de connaître et de définir nos besoins et désirs, et des idées d'organisation pour les atteindre ?

— Faut bien des gens qui s'y connaissent pour les choses techniques, spécialisées ?

— Oui des spécialistes mais qui n'ont pas le pouvoir de décision. Faut pas confondre, la décision, elle, n'a pas besoin de spécialistes comme tu dis. Et puis, tu sais, si tu réfléchis, on est plus ou moins tous spécialistes dans quelque chose, même des petites choses. Et encore, on a du mérite dans cette société qui nous bride dans nos désirs, dans nos élans créatifs, en nous volant notre temps. Mais encore une fois, il est indispensable de prendre conscience qu'on est tous capables de penser nos vies, individuellement et collectivement, à condition d'y croire, d'y réfléchir et de s'appuyer sur les exemples du passé proche et lointain.

— Peut-être, mais les gens s'en fichent ! Ils se déplaceraient même pas pour réfléchir à



tout ça. Déranger leur petite vie et se prendre la tête alors que d'autres sont formés pour ça…

— Formés pour ça ou pour embobiner le populo ? Et tu trouves qu'ils ont l'air heureux les gens aujourd'hui ? Tu trouves ça normal, toi, que les gens se mettent à se suicider maintenant sur leur lieu de travail ? Comme pour dire que leur terrible mal-être trouve son origine non pas dans une problématique individuelle mais bien collective. Ils s'en fichent ou ils renoncent ? Et nous qui restons, tu trouves ça naturel, toi, ce désintéressement des populations pour tout ce qui les concerne pourtant de près, individuellement et collectivement ; et, de l'autre côté, l'abus et l'outrance du pourvoir ? Pourquoi voudraient-ils alors se débarrasser de ce système et décider par eux-mêmes. Encore faudrait-il qu'ils acceptent l'évidence, c'est-à-dire que l'on peut s'organiser à l'horizontale, que l'on sait faire parce qu'on l'a déjà fait à des époques et dans des circonstances bien différentes.

— Alors, explique-moi pourquoi, quels que soient les régimes, monarchiques, autocratiques, despotiques ou bien sociaux-démocrates ou démocrates libéraux, pourquoi c'est toujours un pouvoir centralisé qui s'installe ? Si les humains savaient réellement faire comme tu dis, la vraie démocratie, la démocratie directe, pourquoi ne voit-elle jamais le jour ? Depuis le temps, quand même !

— Ils savent, mais en même temps, ce que toutes les époques ont en commun, et je dirais même de plus en plus, c'est de persuader le peuple, par tous les moyens – propagande, discours, dressage, persuasion, séduction factice – que le seul moyen de s'organiser, c'est de s'en remettre aux autres. Qu'il y a des spécialistes pour ça. Et voilà, on en revient à notre histoire de spécialistes.

— On est quand même libres dans nos pays d'aller chercher l'information là où on veut, d'échapper à la propagande. On a l'instruction, l'éducation aujourd'hui et on a les moyens technologiques à disposition pour ne pas se laisser embobiner.

— Peut-être, mais ce qu'on a toujours pas, c'est la maturité politique. Et tu veux que je te dise pourquoi ? Parce que depuis l'école, on a toujours appris que la politique c'est tabou, que c'est une affaire de spécialistes, que ce n'est pas la peine de vouloir jouer dans la cour des grands quand on est un homme du peuple, sans études supérieures, sans « relations ». Et que notre vrai droit et notre vrai devoir, c'est de filer droit et de filer notre voix, sans condition. Et qu'après, on a plus qu'à la boucler parce que de toute façon, nous pour le coup, c'est sûr qu'on sait pas faire, n'est-ce pas ? Ce n'est pas ça qu'on nous dit ? La prise de conscience, y'a que ça de vrai ! Ce sera notre première arme pour imaginer et passer à la suite : l'après-capitalisme, l'autogestion en petits groupes de taille humaine, fonctionnant sur un système de décision horizontal en assemblées générales et fédérées.

F.

La terre à ceux qui la travaillent

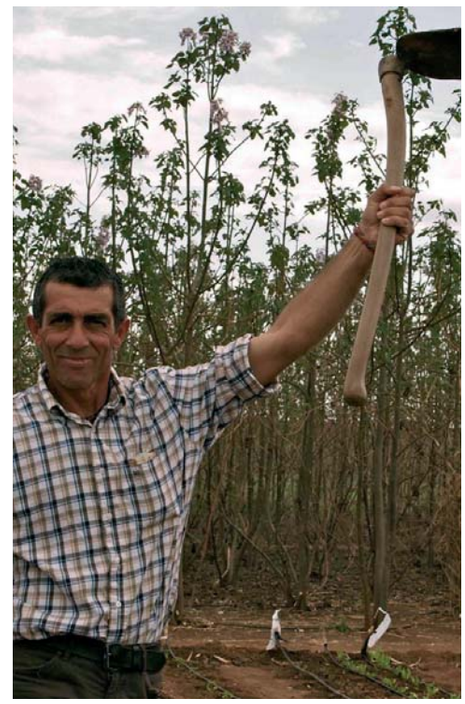
Vers l'ouest et le nord, l'horizon est barré par les lignes sombres de la Sierra Morena[1], derrière lesquelles le soleil, après cette chaude journée d'avril, s'est enfin décidé à se glisser. Avant l'assemblée des occupants, où seront prises les décisions concernant les prochains jours, la responsable de la cuisine, María, nous livre quelques bribes de sa vie. Elle évoque les siens. Son grand-père paternel, que les phalangistes sont venus chercher un soir à la maison familiale… On n'a jamais retrouvé son corps. Son père, à qui les contremaîtres des señoritos[2] ne donnaient pratiquement pas de travail, à cause de sa tendance à réclamer son dû, arrêté un jour qu'il venait de voler un sac de pommes de terre. Il fallait bien donner aux gosses quelque chose à manger. Les gardes civils l'ont tabassé et lui ont brisé le bras à coups de crosse de fusil. Il est resté définitivement manchot. Sa mère est morte, faute de médicaments, alors qu'elle était encore toute petite.

Pourtant, María est aujourd'hui tout sourire. Depuis le 4 mars dernier, la Finca Somonte, à Palma del Río (province de Cordoue), est occupée par des jornaleros (ouvriers agricoles journaliers) organisés au sein du SOC-SAT (Syndicat des ouvriers de la campagne). María en fait partie. Avec Lola, Susana et quelques autres, elles sont à la fois l'âme du mouvement, et les organisatrices inlassables des activités : préparation d'un champ, que l'on va débarrasser de tonnes de cailloux[3] pour y semer des piments de piquillo, nettoyage de l'un des puits, où il faudra descendre pour en retirer des dizaines de seaux de boue, plantation d'oliviers, travail du potager, créé dès le premier jour de l'occupation et dont les premières rangées de laitues, d'oignons, de haricots et de tomates témoignent d'un savoir-faire évident…

Le cortijo Somonte est une finca de 400 hectares (dont 40 irrigués) appartenant à la Junta de Andalucía, le gouvernement local dirigé par le PSOE. La Junta a décidé la vente aux enchères de 20 000 hectares de terres. Au prix moyen de l'hectare, seules de grosses fortunes ou des entreprises importantes peuvent emporter le morceau.

Cette occupation répond donc à une situation insoutenable et scandaleuse : plus de 32 % de la population andalouse est au chômage[4], alors que d'immenses propriétés, « appartenant » à des aristocrates ou à des fonds d'investissement, se consacrent à l'agriculture d'exportation, à la chasse ou encore à des activités de façade qui leur permettent de bénéficier des subventions de la communauté européenne.

L'exigence de ces ouvriers agricoles n'est pas de toucher les indemnités de misère (420 euros mensuels pendant un maximum



de six mois, à condition de justifier d'au moins trente-cinq journées travaillées), mais de pouvoir travailler. Et leur mouvement pose clairement la question historique de la propriété de la terre. L'Andalousie bat en effet tous les records en matière d'inégalité d'accès au foncier. Le latifundisme, ce régime de grande et très grande propriétés, dénoncé depuis plus de cent ans[5], s'est encore accentué ces dernières années. En effet, aux aristocrates traditionnels sont venus s'ajouter les investisseurs qui voient dans l'extension de la monoculture d'exportation (olivier, coton, agrumes, fraises ou maraîchage), ou bien dans la collecte des subventions européennes, l'occasion de s'enrichir un peu plus.

La spéculation, la mécanisation, et les politiques suivies par les gouvernements qui se sont succédé aussi bien à Madrid qu'en Andalousie (où le PSOE est au pouvoir depuis les premières élections qui ont suivi la mort de Franco) ont eu pour résultat d'accroître l'exode rural. Mais toute la population n'est pas résignée pour autant, comme en témoignent les luttes menées à la fin des années 1970 par le SOC et qui ont abouti à l'occupation des terres du duc de l'Infantado à Marinaleda, dans la province de Séville, et à la constitution de coopératives qui ont pu redonner dignité et travail, ainsi qu'un minimum d'autonomie aux jornaleros qui s'y sont impliqués.

C'est dans leur culture ancestrale que les jornaleros puisent leur détermination. L'attachement pour la terre, chez ces gens qui ne sont pas propriétaires, le désir d'y rester pour en vivre, leur fait retrouver l'aspiration historique au bien collectif (« *la propriété privée, c'est le vol* », nous martèle Lola, porte-parole du syndicat de la province, « *et la terre c'est comme l'air et l'eau, cela ne peut appartenir à personne* »). Leur capacité à travailler et vivre ensemble, jointe à une gaieté permanente qui les aide à se rire des pires difficultés est une force. Parfois jaillit d'une poitrine une copla improvisée de cante jondo, ce chant profond qui dit les bonheurs et les peurs, les obsessions et les émerveillements d'un peuple issu du métissage complexe où se mêlent sang visigoth et normand, mémoire gitane et maure…

Un groupe de jeunes de Cordoue vient d'apporter une trentaine de poules, deux coqs et une brouette neuve… Aussitôt, on se met à agrandir le poulailler, pendant qu'un groupe finit d'installer le goutte-à-goutte dans le potager…

Vendredi 13 avril : un juge vient de décider, suite à la requête de la Junta socialiste, l'expulsion de Somonte. Les jornaleros appellent à résister, à venir avec vivres, tentes et sacs de couchage.

Les grands quotidiens, la radio et la télévision rassurent les citoyens : le roi Juan Carlos, qui s'est fracturé la hanche en tombant d'un escabeau, alors qu'il chassait l'éléphant au Botswana, va beaucoup mieux.

Quelqu'un a amené un chevreau à la finca. Rejeté par sa mère, il a failli mourir de faim, subi une infection intestinale, et sa santé demeure précaire. Il est incapable de se relever s'il tombe, et ne peut s'alimenter seul. Lola et María, comme si le travail ne leur suffisait pas, ont entrepris de le soigner. Sous le regard mi-goguenard, mi-attendri des hommes. « *Bien sûr qu'il va s'en sortir* », dit Lola en riant. « *C'est comme nous, ici à Somonte, on va tous s'en sortir.* »

Jean-Pierre Petit-Gras

Source : Atenco sur Mediapart, *le 16 avril 2012.*

---

1. On pourrait traduire par « montagne brune ».
2. Les señoritos – petits messieurs – sont les latifundistes, héritiers des « grandes » familles qui accaparent la terre.
3. Il s'agit de galets, que les Andalous appellent lijeñas, charriés jusqu'ici par un Guadalquivir qui a dû être énorme.
4. Il s'agit de chiffres officiels, publiés par l'INE, équivalent espagnol de l'Insee. Dans la province de Cordoue, le taux de chômage atteint les 34 %. Chez les jeunes de moins de vingt-cinq ans, il dépasse les 50 %.
5. Le latifundisme a ses partisans, qui l'expliquent – sans rire – par le fait que le climat particulier (les énormes chaleurs estivales, la douceur hivernale) empêcherait la plupart des individus de réfléchir en été, et les rendrait paresseux en hiver…

Les luttes du peuple mapuche

Chili : état des lieux, état des luttes (3/3)

Les Mapuches sont le seul peuple indigène à avoir forcé les colonisateurs espagnols à signer un traité, en 1803, reconnaissant l'indépendance de leur territoire. Mais, entre 1880 et 1886, après l'indépendance, les gouvernements d'Argentine et du Chili ont mené et gagné une guerre d'occupation du Wallmapu, le territoire mapuche.

Dans les manuels d'histoire, cette guerre est nommée, en Argentine, « conquête du désert » et, au Chili, « pacification de l'Araucanie ». Les deux États ont ensuite redistribué des terres aux survivants mapuches, des terres si petites qu'on les a appelées des « réductions ».

C'est sur ces terres que vivent aujourd'hui les 2 200 communautés mapuches du Chili, elles sont réparties au sud du fleuve Bio-Bio. Les Mapuches chiliens sont environ 800 000 et 30 % d'entre eux ont émigré pour vivre dans la misère et la précarité des grandes villes du pays.

Les Mapuches n'ont jamais cessé de réclamer la restitution de leurs terres ancestrales, aujourd'hui occupées par des propriétaires terriens et des entreprises minières, forestières, agricoles et touristiques appartenant à de grands groupes économiques qui contrôlent plus de 50 % du PIB chilien.

Du 12 juillet au 8 octobre 2010, 37 prisonniers mapuches se sont sacrifiés en faisant la grève de la faim pour dénoncer la criminalisation de leur lutte politique et l'application contre eux de la loi antiterroriste promulguée par la dictature d'Augusto Pinochet et maintenue de façon inaltérable par les quatre présidents de la Concertation démocratique de centre-gauche qui se sont succédés au pouvoir : Patricio Aylwin, Eduardo Frei, Ricardo Lagos, Michelle Bachelet et Sebastian Piñera.

Cette loi rend les suspects passibles d'un double jugement civil et militaire, permet leur détention sans limites de temps, multiplie par trois les peines encourues et empêche les avocats d'avoir accès aux preuves.

Le 7 septembre, le président de droite, Sebastian Piñera, digne héritier de Pinochet a proposé d'améliorer la loi, mais le texte final encadre l'une des pratiques les plus inquiétantes, c'est-à-dire l'emploi de délateurs dans les communautés mapuches et de témoins protégés masqués dans les procès intentés aux suspects.

La loi Piñera accorde l'immunité à ces « témoins » que les accusés ne peuvent ni voir, ni confronter. Au Chili, ne connaissant pas l'identité de ces personnes, on ne peut vérifier ni leur crédibilité ni leur connaissance des faits évoqués. Plus grave encore, la police et les pouvoirs publics sont soupçonnés d'inciter ces témoins à mentir moyennant argent, menaces ou chantage. Il faut signaler le cas d'un homme qui aurait reçu des sommes mensuelles de 100 000 pesos en plus d'un prêt de 12 millions de pesos pour l'acquisition d'un terrain. Ce témoin aurait déjà participé à cinq procès de militants mapuches. Plusieurs autres témoins sont des criminels repentis qui bénéficient mystérieusement de l'abandon des poursuites à leur endroit. Les Mapuches dénoncent de nombreuses violations de domiciles accompagnées de violences souvent commises contre des vieillards et des enfants, ainsi que des arrestations préventives dont la durée excessive permet des montages politico-judiciaires menant à d'autres arrestation.

Ce climat s'est renforcé à la veille de l'application du Plan Araucanie qui vise à inclure les communautés mapuches dans les projets de développement néolibéraux du gouvernement Piñera et de la droite chilienne sensés apporter la prospérité dans la région. Comme préalable, le plan prétend devoir combattre la délinquance mapuche en augmentant les effectifs policiers et militaires sans toutefois toucher aux causes de cette délinquance : précarité du travail, absence d'alternative pour les jeunes et coupures dans les dépenses sociales.

Dans une centaine de villages et de quartiers populaires dont plusieurs en Wallmapu ont été nommés des chargés de quartiers, des fonctionnaires dépendant du ministère de l'Intérieur et dont le mandat est de coordonner les agents secrets, les délateurs et les autres composantes du réseau répressif.

La perversité du Plan Araucanie consiste à mêler habilement affaires policières de délinquance commune et de trafic de drogue avec la violence familiale et les mauvais traitements des enfants pour gagner l'appui des classes moyennes à la démagogie gouvernementale anti-Mapuches. Les Mapuches, bien sûr, rejettent un plan qui fait d'eux des criminels et des alcooliques, mais aussi des « pauvres » qu'il faut aider, alors que le vrai problème est l'occupation et la dépossession de leurs terres. Plan Araucanie et loi antiterroriste se complètent pour discréditer et réprimer les militants mapuches « qui affrontent la guerre d'extermination que leur a déclaré l'État chilien ».

Accusés de terrorisme, ces militants n'ont pourtant tué personne, n'ont posé aucune bombe et agissent sans même utiliser d'armes à feu. Hector Llatul, par exemple, est passible de 103 ans de prison pour avoir allumé un incendie et agressé physiquement un procureur, infiniment plus que les trois années de travaux communautaires infligées au brigadier de carabineros, Walter Ramirez, qui, en 2008, tuait par balles l'étudiant mapuche, Matias Catrileo.

Aujourd'hui les étudiants, les habitants d'Aysén, de Magallanes ou encore les Mapuches d'Araucanie sont des symboles pour le reste du pays, leurs luttes montrent qu'il existe des moyens concrets d'organisation des luttes populaires sur des bases autogestionnaires, hors de l'influence des partis traditionnels, pour tous ceux qui n'acceptent pas la capitulation face à un système capitaliste qui opprime et qui exploite.

Daniel Pinos
Groupe Pierre-Besnard de la FA

El Surco, journal anarchiste

Du 8 au 12 août 2012 aura lieu une Rencontre anarchiste internationale à Saint-Imier (Suisse romande) pour la commémoration des cent quarante ans du congrès de la Première Internationale anti-autoritaire qui fut organisé en 1872. Sur le site internet www.anarchisme2012.ch se trouve plus d'informations sur les contenus et l'esprit de cette rencontre. L'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) tiendra son propre congrès à Saint-Imier à cette occasion. Nous attendons des organisations, groupes et individus de tous les pays. Nous souhaitons que soient représentés les mouvements et groupes d'un maximum de pays : Tunisie, Égypte, Chili, Mexique, Uruguay, Brésil, Israël, Palestine, Russie, Biélorussie, etc. Les contacts pris sont nombreux et intéressants. Ci-après, vous trouverez la présentation du journal *El Surco* (Chili) qui sera présent lors de la Rencontre internationale de l'anarchisme.

El Surco est un journal anarchiste mensuel publié à Santiago du Chili depuis mars 2009. Aujourd'hui, il tire à 2000 exemplaires par mois et est diffusé dans des kiosques, des librairies, des centres sociaux et lors d'événements, grâce à des camarades, dans presque tout le pays. De temps en temps, des exemplaires sont envoyés à Buenos Aires, Lima, Montevideo et Caracas et d'autres coins du globe. En même temps que la version papier, les numéros sont diffusés sur internet.

El Surco est né de l'initiative d'un petit groupe d'amis, animé d'une grande volonté d'agir, mais avec peu d'expérience et de connaissance technique concernant la propagande écrite. Au fil des mois, le groupe a évolué et s'est consolidé humainement et politiquement. Certains sont arrivés et d'autres sont partis. Le groupe affinitaire qui maintenant gère le journal est formé de personnes qui dans leur majorité se sont connues en chemin, c'est-à-dire, au gré des ralliements au projet. C'est un groupe d'individus aux caractéristiques et expériences très hétérogènes, qui vont du militantisme libertaire du milieu des années 1990 aux publications et centres sociaux occupés de ces dernières années.

Pour cela, et pour d'autres bonnes raisons, il n'existe pas pour nous de pensée unique, car, même s'il existe une affinité de base, celle qui nous réunit et nous fait avancer, les points de vue diffèrent et les débats sont permanents. C'est ainsi que nous comprenons l'anarchie, comme une recherche constante, et non comme un système d'idée fermé. C'est pourquoi on ne doit pas voir le journal comme une unité parfaite et harmonieuse. Nous n'avons pas voulu homogénéiser les visions, et grâce à ça les colonnes de *El Surco* ont été nourries de la richesse qui naît de la multiplicité.

Il est important de préciser que le groupe est formé de personnes qui ont participé et qui participent aujourd'hui à différentes activités culturelles, économiques et sociales. Certains sont professeurs, d'autres designers, et une part importante fait partie des centres de recherches et des instances de diffusion de l'histoire de l'anarchisme dans la région : ils publient des livres et des articles et font tourner un centre de documentation (archive historique *La Revuelta*) et échangent lors de brainstormings sur ces thèmes, entre autres. Le groupe en général participe constamment à des discussions dans différentes villes, sur des thèmes divers.

Le nom du journal vient d'une publication anarchiste qui a existé entre 1917 et 1921, puis entre 1924 et 1926, à Iquique (dans l'extrême nord du pays). C'était un journal de propagande qui se caractérisait par l'esprit critique de ses pages. On a voulu prendre la relève.

Plutôt que de répéter des vieilles consignes ou des grandes déclarations, la volonté du groupe anarchiste *El Surco* est de poser des problématiques, de lancer des débats. On ne veut pas être crus aveuglément, ou être suivis, mais plutôt que naissent des questionnements quant à tout ce que nous cherchons à dépasser et aussi sur « comment » nous voulons le dépasser.

La majorité des textes qui sont publiés sont inédits, écrits par le groupe ou envoyés par des collaborateurs volontaires. Nous réalisons des interviews et également des enquêtes et des reportages. Les thèmes abordés sont variés, on peut mentionner entre autres : des analyses de l'actualité, l'histoire libertaire, des débats théoriques, les mouvements sociaux, les prisonniers politiques, l'écologie.

Le journal a grandi dans tous les sens du terme (quant à la variété des thèmes, le nombre de collaborateurs, les réseaux de contact et de distribution, les voies de discussions) pendant son cycle de vie propre. On a été surpris par le bon accueil qu'il a reçu dans les rues et pas seulement dans les « cercles antisystème». On a pu vérifier dans la pratique qu'il n'est pas nécessaire de cacher le mot « anarchiste » pour diffuser ces idées. L'accueil a été positif, résultat que nous attribuons au contenu original de ses pages et à sa mise en page particulière.

Bien sûr, tout ne nous a pas réussi. Nous avons eu des problèmes, par exemple, pour pouvoir répondre de façon adéquate à la « demande » des gens vis-à-vis du projet, surtout par rapport à la distribution. On manque de bras. Nous avons également eu des difficultés économiques. Nous organisons des activités pour le financement, qui donnent toujours

de bons résultats, mais les dépenses et les coûts sont permanents et en augmentation (dû aux divers projets parallèles), surtout en ce qui concerne la distribution dans les régions, qui remet toujours en cause d'une manière ou d'une autre la continuité du projet. En ce qui concerne le contenu du journal, nous pouvons aussi faire diverses autocritiques : parfois on ne traite pas certains sujets assez en profondeur, certains y voient plus de critiques que de propositions, etc. Nous espérons affronter tous ces problèmes, aussi bien les problèmes techniques que les problèmes de fonds, avec sérieux et ténacité, en cherchant à nous surpasser.

C'était un bref compte-rendu de notre projet. Nous voulons avancer et aller plus loin. La réalisation de nos souhaits dépend de notre affinité, du soutien des camarades et du résultat de notre lutte quotidienne contre toute autorité. Quant à nous, avec simplicité et ardeur, nous voulons l'anarchie et nous lutterons pour elle.

Grupo Anarquista El Surco
elsurcoanarquista@gmail.com
periodicoelsurco.wordpress.com

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Sacco et Vanzetti assassinés

Retour sur un crime d'État

Carmen

Revue Itinéraire

L'affaire Sacco et Vanzetti, qui s'est ouverte sur le procès d'un crime d'État, a pris les proportions d'un grand procès mondial dans la lutte de classes. Les guerres, les événements politiques ont pu masquer les problèmes qui furent soulevés à l'époque mais l'assassinat des deux anarchistes italiens reste encore aujourd'hui le symbole, pour la classe laborieuse, de l'émancipation internationale des exploités et du courage anarchiste.

Afin de rendre hommage à nos deux camarades qui dorment à jamais au fond de nos cœurs et dont la pensée nous anime pour pousser ardemment nos efforts dans la lutte pour l'anarchisme et essayer d'atténuer l'infamie perpétrée par les faux apôtres de la liberté que sont les gens de la télévision et du Parti communiste, nous rappellerons qui ont été Sacco et Vanzetti et dans quelles circonstances leurs vies de militants anarchistes ont été sacrifiées sur l'autel de l'intolérance et de l'injustice étatique.

Nous nous associons à Louisa Vanzetti dans son combat entrepris depuis des années pour la réhabilitation des deux compagnons anarchistes Bartholomeo Vanzetti et Nicola Sacco, bien que nous ne reconnaissions aucune justice étatique, et lui apportons notre soutien fraternel et moral.

Bartholomeo Vanzetti

« *Sans nom dans la foule des sans-nom* », ainsi s'est-il décrit dans l'autobiographie de vingt pages qu'il a rédigée dans la prison de Charlestown, *Histoire d'une vie de prolétaire*. Bartolomeo est né en 1888 dans un petit village du Piémont, Villafalleto.

Doué pour l'étude et d'une intelligence particulièrement éveillée, il aurait pu, selon ses professeurs, devenir enseignant ou même un savant. Son père, estimant que les études étaient trop coûteuses, préféra le placer comme apprenti pâtissier plutôt que de le laisser continuer à étudier. De place en place, besognant de ville en ville, il attrapa une pleurésie si grave que son père vint le chercher à Turin début 1907 pour le ramener à la maison. Les jours qu'il passa chez lui, soigné admirablement par sa mère, ont été, a-t-il écrit plus tard, les plus beaux de sa vie.

Mais ce bonheur fut éphémère, car sa mère, atteinte d'un cancer, devait mourir au bout de trois mois d'agonie. Vanzetti la soigna avec le même dévouement et la même tendresse qu'elle avait eue pour le soigner. Il s'embarqua au Havre pour l'Amérique après avoir traversé la France à pied. De New York à Plymouth. Bartolomeo a trimé dur, errant de ville en ville, faisant tous les métiers au bas de l'échelle sociale.

Pour combler son manque d'instruction, il avait lu Darwin, Spencer, Hugo, Zola et Tolstoï, mais il était depuis longtemps convaincu que seule l'anarchie délivrerait l'humanité de ses chaînes et il étudiait les œuvres de Proudhon, Kropotkine et Malatesta, qu'il affectionnait particulièrement. Tout d'abord employé à la compagnie de cordages de Plymouth, comme la plupart des Italiens immigrés, il ne reprit jamais son emploi après une longue grève de revendication salariale en 1916.

Un ami repartant pour l'Italie lui revendit sa charrette à bras et son fonds de commerce de poissons. C'est ainsi qu'il devint très connu et très aimé dans le quartier. Pommettes saillantes, moustache tombante, l'ami des enfants, qui l'appelaient « Bart », effectuait tous les jours ses livraisons de poissons en poussant sa baladeuse dans ces rues très pauvres essentiellement peuplées d'Italiens et de Portugais.

Nicolas Sacco

Il était né en 1891 à Torremaggiore, d'une famille de dix-sept enfants.

Comme pour Vanzetti, les années passées au village de son enfance furent les plus belles et les plus douces qu'il ait vécu. À 14 ans, il quittait l'école pour aller travailler aux champs. Avec son frère Sabino, ils rêvaient de voyages, de partir aux Amériques. Ils partirent un jour de 1908 et débarquèrent à Boston Est.

Vanzetti (gauche) et Sacco (droite)

Nicolas avait 17 ans. Sabino ne supporta pas longtemps l'exil, la vie d'immigrant et, moins d'un an après, il repartait au pays. Nico persista. Il apprit un métier et devint spécialiste en fabrication de chaussures. En 1913, il adhéra au groupe anarchiste local Circolo di Studi Sociali et participa à l'organisation de meetings dans les villes voisines, distribua tracts et brochures, ouvrit des souscriptions pour les grévistes et accueillit Tresca et Galleani, révolutionnaires anarchistes très connus. En 1916, son groupe organisa un meeting à Milford dans le but de recueillir des fonds pour soutenir les grévistes d'une usine dans le Minnesota.

La préfecture n'ayant pas autorisé cette manifestation, les orateurs furent arrêtés et parmi eux, Sacco. Il fut condamné à une amende et c'est là la seule peine qu'il a encourue avant son arrestation dans le tramway de Brokton une certaine nuit de mai.

Le contexte social des années vingt

L'Amérique entrant dans le conflit de la Première Guerre mondiale, la propagande anarchiste consista essentiellement à déconseiller aux travailleurs de servir dans l'armée. La seule opposition à la guerre venait des IWW (Industrial Workers of the World) – les fameux Wobblies – et des anarchistes.

En 1919, l'Amérique bafoue le traité de paix, renvoie des immigrés tels qu'Emma Goldmann. Cette année-là est une année de violences. Deux jours avant le retour de Paris du président Wilson venu pour la conférence de la Paix, deux membres du cercle anarchiste espagnol Grupo pro Prensa, à Philadelphie, furent accusés d'avoir voulu attenter à la vie du président et arrêtés. Quelque temps plus tard, le maire de Seattle, qui combattait «*le danger rouge*», reçut une bombe dans un colis.

Le lendemain, Thomas Hardwick, ex-président de la Commission de l'immigration, reçut le même cadeau. On compta ainsi trente-sept paquets contenant des bombes destinées à diverses personnalités dont Olivier Wendell Holmes, président de la Cour suprême des États-Unis et l'avocat général Palmer.

Le 1er mai fut particulièrement violent : batailles de rues, meetings monstres, assassinats dans les manifestations ajoutèrent à la terreur populaire américaine.

Luigi Galleani, une figure très connue et estimée de l'anarchisme, fut condamné à la déportation pour la publication de sa célèbre *Cronaco Soversica*. Peu après, des bombes éclatèrent dans huit grandes villes. Le climat de violence, de terrorisme impulsé par les autorités et les éléments provocateurs indignait le peuple américain qui était hanté par les manœuvres étrangères.

Entre l'activiste anarchiste et le militant qui exerce sa propagande sur les lieux de son travail, dans son quartier, par la parole, son comportement, il y a tout un monde social et idéologique, mais pour beaucoup l'amalgame des deux en terroriste criminel était un excellent prétexte pour repousser les étrangers. Sacco et Vanzetti avaient la réputation d'être des idéalistes et non des hommes d'action. Cependant, contre les menées répressives et démesurées des autorités qui inculpaient et emprisonnaient tout ce qu'elles voyaient teinté de rouge, les anarchistes ne pouvaient rester silencieux et inactifs. Le 2 janvier 1920, 6 000 mandats d'arrêt étaient prêts pour les étrangers afin de les déporter. Des milliers de prisonniers défilaient dans les rues enchaînés.

Par les tracts, la littérature, les conférences, les grèves, les occupations, les anarchistes restaient en contact avec le prolétariat.

Le 15 avril 1920, le caissier et son garde de l'usine de chaussures de South Shore à South Braintee sont attaqués et les deux valises contenant la paye des ouvriers leur sont dérobées. Ils décéderont quelques heures après.

Le 5 mai 1920, dans un tramway de Brokton, on arrête deux usagers. Il s'agit de Sacco et Vanzetti. Ils sont armés. On leur dit qu'on les suspecte et que c'est pour cela qu'on les emprisonne. C'est la première fois qu'ils sont incarcérés. La seule charge qu'on

retienne contre eux est le port d'armes prohibées. Ils plaident coupables par le biais d'un avocat nommé d'office, William Callahan. Le juge chargé de l'affaire décida de les retenir sans caution, en vertu d'un décret de temps de guerre qui autorisait la détention d'individus suspects de crimes. À partir de cet instant, l'infernale machine judiciaire est mise en route. À tout prix il fallait que ces deux-là endossent les crimes du hold-up du 15 avril.

Il fallait qu'ils soient italiens, que l'un soit petit et brun et que l'autre ait une moustache tombante. Sacco et Vanzetti devaient faire l'affaire… Elle dura sept ans.

Un crime d'État ?

Moins d'un an après l'arrestation des deux anarchistes italiens, tous les anarchistes latins immigrés en Amérique se mobilisèrent en comité de défense et de soutien, la libération de Sacco et de Vanzetti étant leur affaire. Dans ce pays où les idées subversives étaient traquées avec une fureur inquisitoriale, à travers le procès des deux militants anarchistes, c'était l'organisation et les idées libertaires qu'on cherchait à décimer.

Le but recherché n'échappait à personne : démontrer à l'opinion publique que les anarchistes n'étaient que des bandits et des criminels. Vanzetti fut jugé une première fois. On le condamna pour attaque à main armée à quinze ans de travaux forcés.

Cinq jours après cette condamnation, une bombe explose à Wall Street, tuant dix personnes. On impute ce crime tout naturellement aux anarchistes.

Le 28 septembre 1920, Sacco et Vanzetti comparaissent ensemble devant le tribunal, plaidant non-coupables, défendus par le célèbre avocat ouvriériste, Fred Moore. Le procès a duré des semaines. Les témoignages, les accusations, la haine implacable du juge Thayer, la fougue de Moore, la lâcheté des jurés ont fait de ces journées la bataille oratoire la plus infâme contre le mouvement ouvrier et contre la liberté d'opinion.

La condamnation à mort de Sacco et de Vanzetti a déclenché à travers le monde une véritable conscience de classe dans le prolétariat.

Dans toutes les grandes villes européennes, d'énormes et fracassantes manifestations ouvrières ont assiégé les ambassades. Pour les communistes et leur parti, Sacco et Vanzetti étaient des pions sur l'échiquier de la lutte des classes, symbole commode à exploiter pour que le sang des martyrs anarchistes soit un jour un fleuron pour le Parti communiste.

Il ne faut pas perdre de vue que si la chasse à l'anarchiste poussait les notables américains à des actes impardonnables de lâcheté, en Russie, sous les couleurs du communisme, c'était le nettoyage par le vide de tous les anarchistes et de leur système fédératif (Kronstadt, 1921). Pendant des mois, des années, on attend que le juge Thayer casse le jugement. Cinq motions lui sont présentées par Fred Moore. Toutes sont rejetées. Moore abandonne l'affaire sur la demande des deux inculpés.

One Union : One Label
One Enemy

Industrial Worker

AN INJURY TO ONE IS AN INJURY TO ALL

Official Western Organ OF THE Industrial Workers of the World

VOL. IX NO. 32—(WHOLE NO. 506) SEATTLE, WASH., SATURDAY, August 13, 1927 5 Cents a Copy

SACCO-VANZETTI TO DIE!

Date of Execution Set for Thursday, August 11th

FEDERAL LYNCHING OF SACCO AND VANZETTI MEANS DEATH OF RESPECT FOR ALL CAPITALIST INSTITUTIONS

Execution of Sacco and Vanzetti is Nothing More Nor Less Than An Old Time Lynching of Innocent Men Without a Trial, for Their So-called "Trial" Was Nothing But a Grim Farce of Prostituted Institutions.

Mobs Are Not Always Made up of Working Stiffs

These Two Men Must Die!

Highlights on the Sacco and Vanzetti Case

HERE IS SOME OF THE STARTLING EVIDENCE WHICH THAYER AND GOV. FULLER SAYS IS NOT SUFFICIENT

Department of Justice Agents Swear to Part They Played in the Conspiracy to get Rid of Sacco and Vanzetti, but Both Governor Fuller and Judge Thayer Hold the Evidence is Insufficient to Grant a New Trial.

Affidavit of Lawrence Letherman

THAYER

FULLER

Nothing Colored by Tabernig

Another Department Agent Confesses

Le but recherché n'échappait à personne : démontrer à l'opinion publique que les anarchistes n'étaient que des bandits et des criminels.

En prison, Sacco et Vanzetti continuent ardemment de s'instruire, de lire. Vanzetti traduit *Guerre et paix*, écrit un livre, *Événements et victimes*. On ne comprend pas bien ce qui retenait la justice américaine devant l'exécution. Un an d'attente, de motions rejetées, de discussions avec le Commonwealth.

Des millions de dollars ont été recueillis par le Secours rouge dans tous les pays du monde pour faire échapper à la mort Sacco et Vanzetti. En fait, les deux martyrs leur servaient pour s'affirmer en Amérique en défenseur des opprimés et pour empocher la solidarité internationale. Ces fonds ont été détournés par ce secours du Parti communiste. Cela est si indigne que le Comité de défense de Sacco et Vanzetti imprima dans son bulletin : « *Nous sommes absolument opposés à la collecte des fonds et à l'utilisation de cette cause en vue d'intérêts politiques et économiques.* » Sacco et Vanzetti refusèrent de se laisser défendre et manipuler par l'Internationale communiste.

Un gangster du nom de Madeiros avoua, un jour, qu'il était, avec deux complices, l'auteur du hold-up de South Braintee, que Sacco et Vanzetti n'y étaient pour rien.

Thayer a refusé de reconsidérer l'affaire.

Il fallut faire monter le courant à 300 volts pour anéantir sur la chaise ces deux corps encore robustes qui criaient : « *Vive l'anarchie !* »

C.

Sale temps pour les patrons

Qui n'a pas rêvé un jour de se débarrasser de son patron ? Surtout si ce dernier est une véritable saloperie, de ceux qui pressent les ouvriers comme des citrons, qui ferment les boîtes, qui plongent dans la misère des familles entières. Les ouvriers imaginés par Jean-Pierre Levaray vont passer du rêve à la réalité. La saison 2 de *Tue ton patron* est une fiction pour le moins… acide.

On pourrait se réjouir de voir certaines boîtes pourries fermer. Adieu les cadences folles, le bruit des machines, les produits toxiques, les accidents de travail… Plus besoin de demander la permission pour aller pisser. Plus besoin de faire sonner le réveil pour aller au bagne. Les choses ne sont pas aussi simples.

Les ouvriers dépeints par Jean-Pierre Levaray (ouvrier lui-même) ne reprennent pas en chœur le tube d'Henri Salvador, *Le Travail c'est la santé*, en allant pointer. Mais leur sang n'a fait qu'un tour à l'annonce de la fermeture de leur entreprise. L'action de *Tue ton patron* 2 se déroule le jour de la tenue d'un CE extraordinaire. Une grève accueille les dirigeants qui se pointent en BMW et en Mercedes. À la rigidité des huiles répond un concert de slogans, de cornes de brume, de vuvuzelas, de bidons et de pétards. Un grand feu de palettes est allumé histoire de chauffer encore un peu plus l'ambiance.

Une belle brochette de salauds a dirigé la boîte. Des paternalistes, des polytechniciens, des faux culs de « gauche » et des bouffeurs de rouges se sont succédé. Cellier est un dur de dur, un vrai qui en a maté plus d'un. Ce ne sont donc pas quelques gauchistes de merde qui vont l'effrayer.

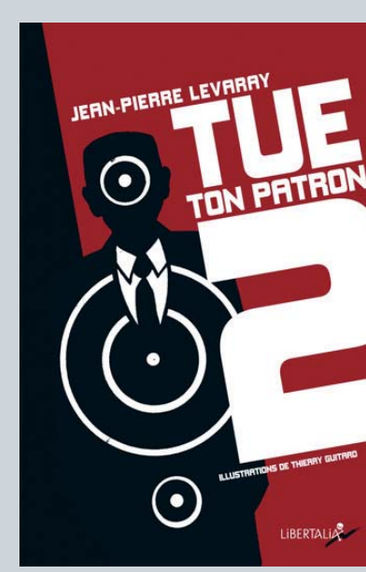
Secrètement, après diverses brimades, menaces de mise à pied, de licenciements ou de mutations, certains auraient bien voulu lui régler son compte au Cellier. Au couteau. À la grenade. Mais dessouder un boss n'est pas à la portée de tout le monde… Une ouvrière, coincée dans l'ascenseur avec ce fumier, pensait pouvoir l'étouffer entre ses seins. Un gars s'est vu dans la peau de l'un des tueurs de nazis du film de Quentin Tarantino, *Inglourious Basterds*, quand le patron lui apparut – dans un flash – en uniforme SS.

Finalement, c'est une version très acide du slogan « Tous ensemble ! » qui va se jouer. Dans la catégorie crime parfait, ouvriers et cadres sont à l'unisson pour faire disparaître celui qui a cristallisé leur rage. « *Si le patronat est sauvage, il n'y a pas de raison que les ouvriers soient des anges* », disait Manu Chao dans *L'Huma Dimanche* du 22 août 2009. En effet, si les tauliers se conduisent comme des voyous, pourquoi les ouvriers joueraient-ils aux gentlemen ? Pourquoi les ouvriers martyrisés et les chômeurs affamés se suicideraient, comme c'est tragiquement le cas en ce moment en Grèce et en Italie, alors qu'ils feraient mieux d'accrocher les responsables de leurs malheurs à des crocs de boucher… ou à des piques. Ah ! ça ira, ça ira !

Rappelons, pour finir, que Jean-Pierre Levaray est au centre d'une chaude actualité éditoriale. En parallèle de *Tue ton patron, saison* 2, sont sortis deux autres livres. Il s'agit d'un livre jeunesse (*C'est quoi ce travail ?*) et d'une BD d'Efix tirée de la première saison de *Tue ton patron*. Enfin, le réalisateur Rémy Ricordeau va sortir le 24 avril un coffret avec Les Mutins de Pangée, qui reprend notamment le film adapté du livre *Putain d'usine*. Des munitions parmi d'autres pour les combats qui s'annoncent.

Notons, enfin, que Jean-Pierre Levaray et les éditions Libertalia seront présents au Salon du livre libertaire qui se tiendra les vendredi 11 mai (14 heures à 21 heures), samedi 12 mai (10 heures à 20 heures) et dimanche 13 mai (10 heures à 16 heures) à l'Espace d'animations des Blancs Manteaux 48, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris (Métro lignes 1 ou 11 : station Hôtel-de-Ville ou Saint-Paul). Entrée à prix libre.

Paco



Jean-Pierre Levaray, *Tue ton patron, saison* 2, éditions Libertalia, 138 pages, 8 euros. Illustrations Thierry Guitard. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Solidarité avec les antifascistes inculpés

Du jeudi 8 au dimanche 11 mars, 10 militants et militantes antifascistes (dont des membres de l'Action antifasciste Paris Banlieue, de l'AL, de la FA et du NPA) ont été retenus pendant soixante-deux heures (en garde à vue puis au dépôt) avec un passage devant la section antiterroriste de la brigade criminelle au 36, quai des Orfèvres. Ce traitement faisait suite à une arrestation alors que se tenait un collage d'affiches contre les assises « La France en danger » organisées par le groupuscule d'extrême droite Bloc identitaire à l'espace Charenton le samedi 10 mars et au cours desquelles était notamment invité à s'exprimer Jared Taylor, membre de l'American Renaissance, qui défend des thèses racialistes et plus précisément la supériorité de la « race blanche ».

Inculpés de « *participation à un groupe formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens* », leur procès est prévu le 7 mai. Face à la haine et aux violences racistes des groupes d'extrême droite, la solidarité avec les militants antifascistes inculpés doit être unitaire et massive.

En soutien financier, vous pouvez envoyer un chèque de solidarité à l'ordre « Publications libertaires » au 145, rue Amelot avec la mention « solidarité 8 mars » au dos.

Monde libertaire hors-série !

Le Monde libertaire **vient de sortir un numéro hors-série excpetionnel (non compris dans l'abonnement). Il traite en grande partie de la question électorale.**

Quelle(s) position(s) des anarchistes face sur les élections? Quelles alternatives à la démocratie parlementaire ? Quelles expériences passées et présentes portent l'espoir d'un autre possible ?

Disponible dans tous les bons kiosques et à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Prix : 4 euros.

Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 3 mai

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Si vis pacem (18 h 00) Mounamitié : rendez-vous le 6 mai 15 heures, au Trocadéro, pour sauver Gangjeong (les habitants de l'île coréenne de Jeju en lutte contre le chantier d'une base pour sous-marins nucléaires).

Vendredi 4 mai

Sortir du colonialisme (16 h 00)

Samedi 5 mai

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00)

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres.

Dimanche 6 mai

Restons éveillés ! (00 h 00) Libre antenne toute la nuit à ceux qui en sont exclus.

Lundi 7 mai

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Les Enfants du 7 mai.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 h 00) *Le Monde Libertaire* est accessible dans les kiosques et sur le site web ; depuis quelques mois, une édition gratuite de 8 pages est diffusée par les groupes de la Fédération anarchiste. Stéphane évoque l'importance de cet outil, essentiel pour faire connaître les propositions anarchistes.

Les mangeux d'terre (18 h 00) Enjeux écologiques.

Mardi 8 mai

Artracaille (11 h 00) Art en marge.

Idéaux et débats (18 h 00) Nous retrouverons, en direct, Batlik, à l'occasion de la sortie de son nouvel album intitulé : *Le poids du superflu* (À brûle pourpoint).

Paroles d'associations (19 h 30) Panorama des cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient du 3 au 13 mai en Ile-de-France.

Mercredi 9 mai

Blues en liberté (10 h 30) Prévisions tournées estivales.

Radio LAP (17 h 00) L'émission du Lycée autogéré.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 10 mai

Chronique hebdo (10 h 00) Avec Patrick Champagne, sociologue. Avec lui nous évoquerons plusieurs sujets : Acrimed (Association critique des médias) dont il est un des fondateurs. La manipulation de l'opinion : les sondages, les élections… qui a été son sujet d'étude. Et, enfin, l'actualité de la « Domination », suite des travaux de P. Bourdieu.

Si vis pacem (18 h 00) Avec Michel Valette, mobilisé pour le Salon du livre libertaire (Espace des Blancs-Manteaux, Paris IVe, 11 au 13 mai) et contre les profiteurs de guerre.

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

AVRIL 2012

Mme Passicot (93) : 50 euros
M. F. Laplace (84) : 15 euros
CENIT-CNT (75) : 100 euros
M. A. Piestre (61) : 5 euros
M. R. Arzano (75) : 50 euros
M. J.-M. Traimond (92) : 200 euros
Mme. P. Newell (93) : 50 euros
M. R. Hanne (57) : 20 euros
M. O. Fayel (69) : 20 euros

TOTAL : 510 euros

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du Monde libertaire ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire

Salon du livre libertaire

Vendredi 11 mai
de 14 heures à 21 heures
Samedi 12 mai
de 10 heures à 20 heures
Dimanche 13 mai
de 10 heures à 16 heures

Salon du livre libertaire organisé par la Librairie du Monde libertaire et Radio libertaire. On pourra y rencontrer une centaine d'éditeurs et autant d'auteurs. Au programme également : des débats, des expositions, des lectures, des animations et un pays invité : la Suisse.
Adresse : Espace d'animations des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple. L'entrée est à prix libre.
Renseignements :
Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Tél. : 01 48 05 34 08.
Courriel : livrelibertaire2012 @ sfr. fr.
Sur internet :
http://salonlivrelibertaire.cybertaria.org

Jeudi 3 mai

Paris Ier

18 h 30. À l'occasion de la sortie du n° 22 de la revue *Cultures & Sociétés, Sciences de l'Homme*, Roger Dadoun présentera, avec divers contributeurs, le dossier qu'il a constitué sous le titre *Alcools, Alcoolismes, Ô l'Alcool*. Seront abordées, entre autres, *Un vil sursaut d'hydre*, *Qu'importe le flacon*, *Sisyphe alcoolique*, *La part alcoolique du Soi* (Michèle Monjauze), ainsi que *Dionysiaque corps et âme*. Entrée libre et gratuite. Ent'revues, 174, rue de Rivoli. (Confirmer par courriel à jferreux@teraedre.fr)

Vendredi 4 mai

Lorient (56)

20 h 30. *La politique de la peur*, causerie-débat avec Serge Quadruppani (écrivain social) autour des questions sécurité et de terrorisme. Pourquoi et comment cette idéologie se développe et comment lui résister ? Coorganisée par le groupe libertaire Francisco-Ferrer de la Fédération anarchiste et la CNT 56. Cité Allende, 12, rue Colbert. Salle audiovisuelle. Entrée libre.

Paris XIe

19 h 30. Les soirées vidéo-débat de la Librairie du Monde libertaire. *Soleil vert* (1974) de Richard Fleisher (1 h 37). 2022. L'humanité a épuisé les ressources naturelles. Surpopulation, misère, répression ultra-violente : les pires cauchemars futuristes sont devenus réalité… La population ne se nourrit plus que de « soleil vert », une pastille à la composition tenue secrète. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire (Publico) 145, rue Amelot, 75011 Paris. Métros République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire. Tél. : 01 48 05 34 08.

Samedi 5 mai

Marseille (13)

17 heures. Causerie par Carmen et Germinal Guillen : présentation du livre de Sara Berenguer *Femmes d'Espagne en lutte*, édité par l'Atelier de création libertaire en 2011. Au Cira, 50, rue Consolat.

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire autour de l'organisation de la Fédération Jurassienne. Exposé et débat. Epicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Paris XIe

16 h 30. Débat sur l'analyse anarchiste des guerres coloniales, illustré par des articles parus dans *Le Monde libertaire* pendant la guerre d'Algérie. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métros Oberkampf, République et Filles-du-Calvaire. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 6 mai

Lorient (56)

20 heures Rassemblement-manifestation : « Pas de répit pour le nouveau président ! » Affirmons haut et fort que la satisfaction de nos revendications, c'est dans la rue, dans le blocage de l'économie par la grève que nous les obtiendrons. Place Aristide-Briand. Initié par Alternative libertaire, appel auquel se joint volontiers le groupe libertaire Lochu-Ferrer (FA Vannes-Lorient).

Jeudi 10 mai

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Caroline Granier et Alice Primi (sous réserve) à l'occasion de la réédition de *Ali-Aline* d'André Léo (Association André-Léo et Publications chauvinoises, 2011) paru initialement en 1869. Caroline et Alice vous parleront de la vie de l'auteur et de ce livre d'une sidérante actualité, l'un des premiers ouvrages féministes abordant la notion de genres. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 11 mai

Paris XIe

19 h 30. *Attention danger travail* de Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe (2003, 109 mns). Ce documentaire donne la parole à ceux et celles qui refusent « *des boulots de merde payés des miettes* », a contre courant du discours dominant sur la valeur travail. La projection sera suivie d'une discussion sur le thème de la valeur travail. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Métros République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

RENCONTRE ET DÉBAT AVEC DES MILITANTS ANARCHOSYNDICALISTES GRECS (ESE)

RÉSISTANCES SOCIALES ET LUTTES ANTI-CAPITALISTES

L'ALTERNATIVE DU SYNDICALISME DE BASE EN GRÈCE

DATES DE LA TOURNÉE

Nancy et Metz 2 mai // Strasbourg 3 mai
Dijon 4 mai // Lyon 5 mai // Paris 6 mai // Lille 7 mai
Villefranches sur Saône 8 mai // Grenoble 9 mai // Nîmes 10 mai
Marseille 11 mai // Toulouse 12 mai // Limoges 13 mai
Vendée 14 mai // Nantes 15 mai // Rennes 16 mai